



VENDREDI 31 AOÛT 2018

"Nos maisons sont LA source la plus considérable de destruction de l'environnement de la planète terre. Nos élus n'ont plus qu'à les interdire par la loi."

- ▶ **Pic du pétrole : entretiens avec Robert Hirsch** p.1
- ▶ **Les États-Unis sont-ils devenus le premier producteur mondial de pétrole?** (P. Gauthier) p.13
- ▶ **« Comme ministre, Nicolas Hulot était à contre-emploi »** p.15
- ▶ **Hulot part parce que nous allons mourir et il se résigne à l'idée qu'il ne l'empêchera pas** p.17
- ▶ **Départ de Hulot, la divergence entre vrai et faux ami** (Michel Sourrouille) p.21
- ▶ **US Open - La chaleur écrase Flushing : "Je n'allais pas mourir sur le court..."** p.22
- ▶ **La démonstration de Nicolas Hulot** (François Leclerc) p.25
- ▶ **ÉCOLOGIE, SECHERESSE ET HUMANITE...** (Patrick Reymond) p.26
- ▶ **La pensée magique comme Realpolitik** (Dmitry Orlov) p.27
- ▶ **Gros plan et zoom à long terme** (James Howard Kunstler) p.31
- ▶ **[Mystification:] L'urgence de concilier voyage et développement durable** p.34
- ▶ **[Mystification:] La croissance, engrais toxique des sociétés hors-sol** p.36
- ▶ **Démission de Nicolas Hulot : l'échec de l'écologie politique ?** p.40
- ▶ **Nicolas Hulot vivait au ministère de l'impossible** (Michel Sourrouille) p.44
- ▶ **MENSONGES...** (Patrick Reymond) p.46

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Make America Great Again (MAGA) ? Pas avec toute cette dette !** (Bill Bonner) p.47
- ▶ **L'informatique prouve que les économistes sont fous** (Simone Wapler) p.49
- ▶ **Peut-on prévoir l'avenir [en économie]?** p.51
- ▶ **Pour nous la fête s'est terminée, l'orchestre a cessé de jouer en Fin 2016.** (Bruno Bertez) p.54
- ▶ **Comment Trump se retourne contre la Fed** (Bill Bonner) p.55
- ▶ **La guerre idiote des dividendes** (Simone Wapler) p.58
- ▶ **Aujourd'hui beaucoup de chiffres d'inflation à venir. Avec MAJ.** (Bruno Bertez) p.37
- ▶ **Les banques ne sont pas des intermédiaires de fonds prêtables et pourquoi cela compte** p.64
- ▶ **Leçons des anciens pour les combats à venir** (Pierre Templar) p.67



[NYOUZ2DÉS: voici en rappel 3 textes fondamentaux sur le pétrole, avec Robert Hirsch.]

Pic du pétrole : entretien avec Robert Hirsch

Oil man , mardi 28 septembre 2010

'Peak Oil' : le ministre de l'énergie de Jimmy Carter sonne l'alarme

Robert Hirsch occupe une place à part dans l'évolution du débat sur le 'peak oil'. En 2005, il fut l'auteur principal du *premier rapport pessimiste officiel jamais publié par l'administration d'un gouvernement* (présentation sur [Wikipedia](#)).

Et pas n'importe quelle administration : le département de l'énergie du président Bush.

(...)

[oil man] Dans le livre que vous allez publier, vous cherchez à prouver que la production mondiale de carburants liquide risque de chuter très bientôt. D'après vous, d'ici combien de temps pourrions-nous avoir des problèmes ? Dans dix ans, dans moins de dix ans ?

Une chose d'abord : la base, c'est la production. La production mondiale de pétrole a longtemps progressé, puis elle a stoppé cette progression, et depuis le milieu de l'année 2004, elle fluctue. La production a atteint un 'plateau'. De son côté la demande, elle, a connu un faible déclin, à cause de la récession économique.

Cette demande augmente à nouveau cette année. Elle est revenue à son niveau d'avant la crise de 2008.

Exact. La production de pétrole fluctue dans une bande de 4 ou 5 %. Ce n'est pas beaucoup. Je pense que la production mondiale de pétrole n'ira pas plus haut.

Quelle est votre hypothèse ?

La production va rester à l'intérieur de cette bande, et d'ici 2 à 5 ans, les extractions mondiales vont entrer en déclin.

(...)

En 2008, quand le baril valait plus de 130 dollars, il y a eu des manifestations de la faim dans plus de vingt pays du Tiers Monde. Est-ce que vous croyez que c'est ce qui risque de se produire à une bien plus grande échelle et pendant plusieurs années ?

Oui. Je suis physicien. Il y a un mot que j'aime, c'est la « non-linéarité ». Linéaire, c'est comme ça (il trace une ligne droite dans l'air.) Non-linéaire, c'est ça, ou ça, ou encore ça (Il se met à dessiner des lignes et des courbes qui vont dans toutes les directions), il y a tellement de choses qui interagissent.

Rentrer là-dedans et essayer de comprendre le problème que pose le peak oil avec un minimum de détails est, je pense, impossible, parce que c'est trop non-linéaire, parce que ceci va toucher cela, cela va toucher ceci, et ceci aura un impact sur les gens.

Et les gens peuvent se conduire de manière rationnelle, ou alors ils peuvent sortir dans les rues pour protester. Il pourrait y avoir un chaos politique ! Quand ça arrivera, et que la police va sortir et ensuite... Vous savez, des guerres pourraient avoir lieu. Là ça devient très vilain.

[oil man] - Que s'est-il passé après la publication du rapport sur le peak oil que vous avez écrit en 2005 pour le Département de l'énergie américain (DoE) ?

Les gens auxquels j'avais affaire ont dit : « Plus de recherches sur le peak oil, on n'en parle même plus. »

Ces gens étaient-ils haut placés dans la hiérarchie ?

Les gens avec lesquels je travaillais étaient des cadres du laboratoire de recherche. Ils recevaient leurs instructions des politiciens du DoE, à un haut niveau.

Après le rapport de 2005 et son complément de 2006, la direction du DoE a coupé tout soutien aux analyses sur le pic et le déclin de la production de pétrole. Les gens du National Energy Technology Laboratory étaient des gens bien, ils voyaient le problème, ils voyaient à quel point les conséquences seraient dures – vous savez, les dommages potentiels énormes – mais on leur a dit : « Plus de recherches, plus de discussions. »

Ça, c'était en 2006, sous l'administration Bush. Les choses ont-elles changé avec l'administration Obama ?

Rien n'a changé. J'ai des amis qui ne veulent tout simplement pas en parler aujourd'hui. Donc je suppose qu'ils reçoivent le même genre d'instructions.

(...)

Rapport Hirsch: 10 ans sont nécessaires pour s'adapter au pic pétrolier

Contreinfo.info 14/04/2010

[Mise-à-jour 2018: Quel scénario auront nous? Nous n'avons RIEN fait, donc le scénario du pire.]

En 2005, le Département de l'Énergie américain publiait une étude sur le pic pétrolier réalisée sous la direction de **Robert Hirsch**, un spécialiste des questions de l'énergie. « Le pic pétrolier confronte les USA et le monde à un problème de gestion des risques sans précédent », avertissait-il, qui requiert le démarrage d'un « programme d'adaptation en urgence », nécessitant au moins une dizaine d'années d'efforts intensifs et des investissements considérables sur l'efficacité énergétique, la production des carburants de substitution et le renouvellement des parcs de véhicules avant que les résultats se fassent sentir, tant le défi posé est d'ampleur considérable. Dans l'un des trois scénarios étudié par Hirsch, où le pic survient avant qu'aient été entrepris les efforts de reconversion, il prévoit un « déficit important de carburant durant plus de deux décennies. » Dans ce cas, « les coûts économiques, sociaux et politiques seront sans précédents ». --- Le pic pétrolier n'est pas une hypothèse d'école, mais une certitude géologique. Les politiques, qui se sont laissé bercer par les messages autrefois rassurants de l'AIE, n'ont semble-t-il toujours pas pris la mesure de la tâche. Faut-il s'en étonner ? Ni les dirigeants ni les experts n'avaient non plus compris à quel point le « modèle » économique en vigueur ces dernières années était vicié. C'est pourtant un effort comparable à celui de la conversion à une économie de guerre qui attend nos sociétés. L'élément déterminant,

en la matière, c'est le temps, l'anticipation. Faute d'une évaluation claire des enjeux et d'une planification volontariste à marche forcée, nous nous précipitons dans le mur. Contre Info.

Departement de l'Energie - Pic de la production pétrolière mondiale : impacts, adaptation et gestion du risque - résumé

Par Robert L. Hirsch, Roger Bezdek, Robert Wendling, février 2005

Le pic mondial de production de pétrole confronte les États-Unis et le monde à un problème de gestion des risques sans précédent. A l'approche du pic, le prix des carburants liquides et la volatilité des cours vont augmenter considérablement, et, en l'absence de mesures d'adaptation prises en temps opportun, les coûts économiques, sociaux et politiques seront sans précédents. Des options d'adaptation viables existent à la fois en ce qui concerne l'offre et la demande, mais pour qu'elles aient un impact significatif, elles doivent être mises en oeuvre plus d'une décennie avant le pic.

En 2003, le monde a consommé un peu moins de 80 millions de barils de pétrole par jour (Mb/j) La consommation des États-Unis avoisinait les 20 Mb/j, dont les deux-tiers dans le secteur des transports. Les États-Unis ont une flotte d'environ 210 millions d'automobiles et de véhicules légers (fourgonnettes, pick-up et SUV). L'âge moyen des automobiles des États-Unis est de neuf ans. Dans des conditions normales, le remplacement de seulement la moitié du parc automobile nécessiterait 10 à 15 ans. L'âge moyen des véhicules légers est de sept ans. Dans des conditions normales, le remplacement de la moitié de ce parc demanderait de 9 à 14 ans. Bien que des améliorations significatives dans l'efficacité de la consommation de carburant soient possibles dans ces gammes de véhicules, toute solution supportable en termes de coût pour la mise à niveau de ce parc prendra intrinsèquement beaucoup de temps, ce qui nécessitera plus d'une décennie pour réaliser d'importantes améliorations de l'efficacité globale de la consommation de carburant.

Outre la découverte de nouveaux gisements pétroliers, il existe des solutions dans le secteur privé permettant d'augmenter les approvisionnements pétroliers et la production de carburants liquides de substitution :

- 1) Une amélioration du taux de recouvrement (Improved Oil Recovery) peut légèrement augmenter la production des gisements existants : l'une des techniques les plus efficaces est celle de la récupération assistée des hydrocarbures (Enhanced Oil Recovery), qui peut contribuer à modérer le déclin de la production dans les gisements ayant dépassé leur pic de production
- 2) le pétrole lourd des sables bitumineux représente une grande ressource de pétrole de qualité moindre, aujourd'hui essentiellement extraite au Canada et au Venezuela : ces ressources sont capables d'importantes augmentations de production ;.
- 3) La liquéfaction du charbon est une technique bien connue de production de carburants de substitution propres à partir des abondantes réserves de charbon mondiales, et enfin,
- 4) des carburants de substitution propres peuvent être produits à partir du gaz naturel, mais l'exploitation de cette ressource est en concurrence avec la demande croissante de gaz naturel liquéfié dans le monde. Toutefois, une contribution

d'envergure mondiale de ces options nécessitera de 10 à 20 ans d'efforts accélérés.

Faire face au pic mondial de production pétrolière sera une tâche extrêmement complexe, nécessitant littéralement des trillions de dollars et exigeant de nombreuses années d'efforts intenses. Pour explorer ces difficultés, trois scénarios d'adaptation ont été analysés :

- Scénario I : l'action n'est pas engagée avant l'apparition du pic.
- Scénario II : l'action est engagée 10 ans avant le pic.
- Scénario III : l'action est engagée 20 ans avant le pic.

Attendre l'apparition du pic pour débiter un programme d'action d'urgence se traduit par un déficit important de carburant durant plus de deux décennies.

Débiter un programme d'action d'urgence 10 ans avant le pic améliore considérablement la situation mais laisse encore un déficit de carburant durant environ une décennie après le pic

Débiter un programme d'action d'urgence 20 ans avant le pic semble donner la possibilité d'éviter un déficit de carburant durant pour la période étudiée. [1]

Dans le cadre de cette analyse les estimations des contributions possibles de chaque option d'adaptation ont été étudiées en se basant sur une mise en œuvre d'urgence des programmes d'adaptation.

Notre approche a été simplifiée afin de rester claire et de faciliter la compréhension. Nos estimations sont approximatives, mais l'enveloppe de l'adaptation requise qui en résulte est considérée comme fournissant une indication de la réalité de cette énorme entreprise. La conclusion inévitable est que plus d'une décennie sera nécessaire pour mettre en œuvre les efforts collectifs à même de produire des résultats affectant de façon significative l'impact sur l'offre et la demande mondiale de carburants liquides.

Les observations et conclusions importantes de cette étude sont les suivantes :

1. Le moment où le pic de production mondiale de pétrole aura lieu n'est pas connu avec certitude. Un problème fondamental pour la prévision du pic pétrolier est celui de la mauvaise qualité des données sur les réserves de pétrole et des préoccupations politiques qui en biaisent éventuellement la sincérité. Certains experts estiment que le pic pourrait se produire bientôt. Cette étude indique que « bientôt » se situe dans les 20 ans à venir.



2. Les problèmes liés au pic de la production mondiale de pétrole ne seront pas temporaires, et l'expérience des « crises énergétiques » du passé ne fournira que relativement peu d'indications. Le défi posé par le pic pétrolier mérite une attention sérieuse et immédiate, afin que les risques soient bien compris et que les politiques d'atténuation soient entreprises à temps.

3. Le pic pétrolier va provoquer un grave problème pour le secteur du transport. Ce ne sera pas une « crise de l'énergie » au sens habituel où ce terme a été utilisé.

4. Le pic se traduira par des cours du pétrole nettement plus élevés, ce qui entraînera des difficultés économiques prolongées aux États-Unis et dans le monde. Toutefois, les problèmes ne sont pas insolubles. Des mesures d'atténuation agressives, prises en temps opportun, traitant à la fois du problème de l'offre et de la demande, seront requises.

5. Dans les pays développés, les problèmes seront particulièrement graves. Dans les pays en développement les problèmes du pic sont potentiellement bien pires.

6. L'adaptation nécessitera un minimum de dix ans d'intenses et coûteux efforts, car l'ampleur des mesures d'adaptation pour les carburants est en soi considérable.

7. Bien qu'il soit essentiel d'accroître l'efficacité énergétique des consommations finales, cette mesure à elle seule ne sera ni suffisante, ni suffisamment rapide pour résoudre le problème. La production de grandes quantités de carburants de substitution sera nécessaire. Un certain nombre de technologies commercialisables ou quasi-commercialisables de production de carburants de substitution sont actuellement disponibles pour le déploiement, de sorte que la production de grandes quantités est réalisable avec la technologie existante.

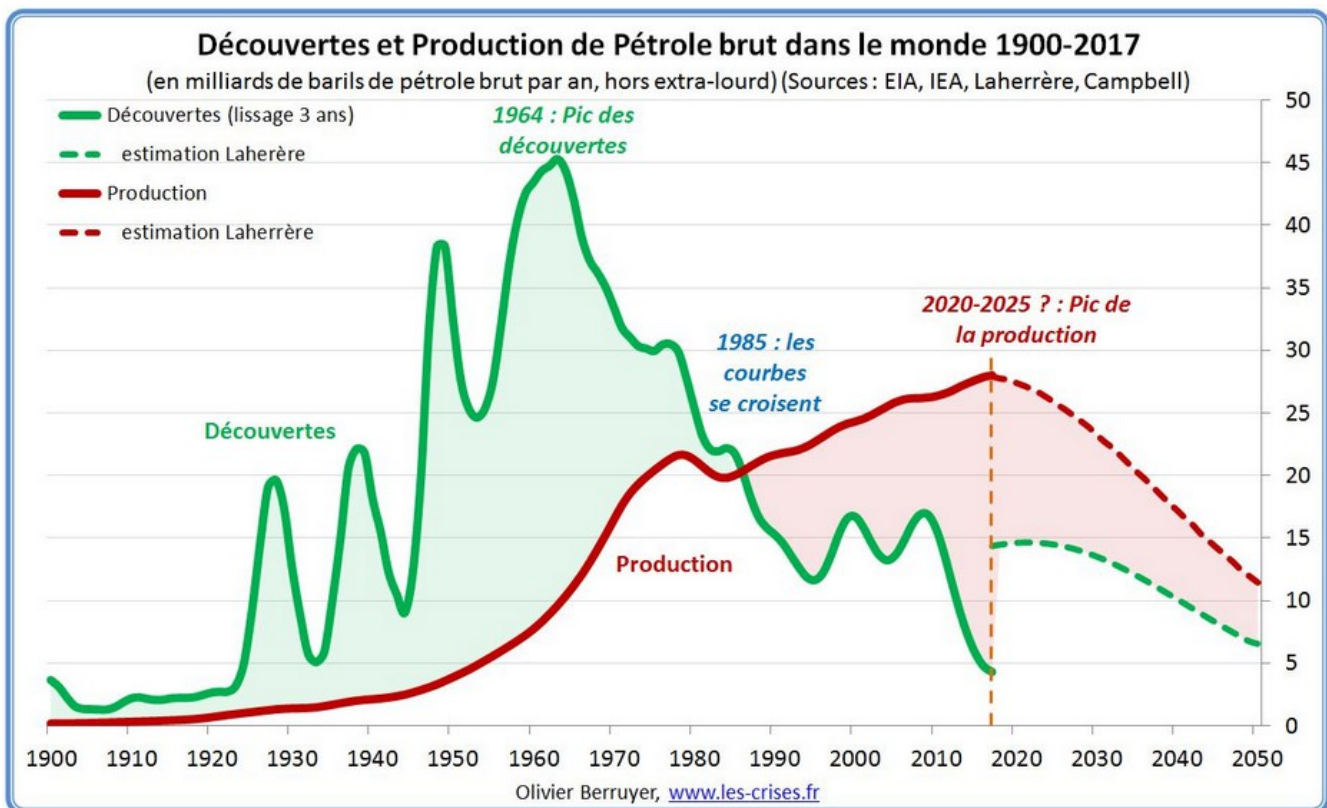
8. L'intervention des gouvernements sera nécessaire, car faute de quoi les impacts économiques et sociaux du pic pétrolier provoqueraient le chaos. Les expériences des années 1970 et 1980 fournissent des exemples importants pour guider les actions

du gouvernement et déterminer ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, mais le processus ne sera pas aisé.

L'adaptation au pic de production mondial de pétrole conventionnel relève d'un problème de gestion du risque classique :

- une adaptation débutée rapidement peut se révéler prématurée, si le pic intervient bien plus tard.
- Si le pic est imminent, l'absence de mesures d'adaptation en temps voulu pourrait être extrêmement préjudiciable.

Une gestion prudente des risques exige la planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation bien avant le pic. Des politiques précoces d'adaptation seront presque certainement moins coûteuse que si elles sont mises en œuvre tardivement. Une caractéristique unique du problème du pic pétrolier mondial tient à l'incertitude du calendrier, en raison de l'insuffisance des données sur les réserves de par le monde et de leur biais potentiel. En outre, le signal de l'arrivée du pic peut être obscurci par la nature volatile des cours du pétrole. En raison de l'immense impact économique potentiel du pic pétrolier et de l'ampleur des incertitudes relatives à toutes les facettes du problème, il est essentiel de disposer d'études quantitatives détaillées pour lever ces incertitudes et explorer les stratégies d'adaptation.



Le but de cette analyse était d'identifier les problèmes critiques liés à la survenue du pic pétrolier mondial et aux mesures d'adaptation. Nous avons beaucoup simplifié la complexité dans le but de fournir une analyse claire. Néanmoins, notre étude n'est ni simpliste ni sommaire. Nous sommes conscients du fait que lorsque les prix du pétrole grimperont de façon

spectaculaire, les conséquences sur la demande et l'économie qui apparaîtront alors modifieront nos hypothèses simplificatrices. L'examen de ces rétroactions sera une tâche ardue, mais qui devra être entreprise.

Notre étude nécessitait que nous fassions un certain nombre d'hypothèses et d'estimations. Nous reconnaissons que des analyses approfondies peuvent donner des résultats différents.

Néanmoins, cette analyse démontre clairement que la clé de l'adaptation au pic de production mondial du pétrole sera la construction d'un grand nombre d'installations de production de carburants de substitution, couplée à des augmentations significatives de l'efficacité énergétique des transports. Le temps nécessaire pour s'adapter à un pic de production pétrolière mondial se mesure sur une échelle de temps en décennies. Les infrastructures de production concernées sont importantes et coûteuses en capital. Il reste à déterminer quand et comment les gouvernements décideront de s'attaquer à ces défis.

L'accent mis sur les technologies d'adaptations commercialisables ou quasi-commercialisables existantes montre qu'un certain nombre de technologies sont actuellement prêtes pour une mise en œuvre complète et rapide. Notre analyse ne visait pas à se limiter en la matière. Nous pensons que les recherches futures fourniront des options d'adaptation supplémentaires, certaines pouvant être meilleures que celles que nous avons considérées. De fait, il conviendrait d'accélérer les recherches menées par le public et le privé sur les technologies d'adaptation. Toutefois, le lecteur doit comprendre que ces recherches permettant de commercialiser les nouvelles technologies prennent du temps, dans le meilleur des cas. De ce fait plus d'une décennie de déploiement intense serait nécessaire pour obtenir un impact à l'échelle mondiale, en raison de l'ampleur de la consommation de pétrole mondiale.

En résumé, le problème du pic de production mondial de pétrole conventionnel ne ressemble à aucun autre de ceux rencontrés par les sociétés industrielles modernes. Les défis et les incertitudes doivent être bien mieux compris. Il existe des technologies permettant de s'adapter à ce problème. Une gestion décisive du risque, en temps opportun, est fondamentale.

Publication originale [Department of Energy](#), traduction Contre Info

[Le PIB baissera avec le déclin de la production de pétrole](#)

Archives du web : 15 février 2009 <http://www.transition-energie.com/>

[NYOUZ2DÉS: texte fondamental. Son seul défaut est qu'il est beaucoup trop optimiste. Il ne peut pas exister de *récession finale* lente à l'échelle mondiale. Dès que nous aurons atteint l'autre versant du pic pétrolier, c'est-à-dire lorsque qu'il deviendra officiel que la production baisse pour toujours, toutes les monnaies actuelles dans le monde perdront toute valeur (qui seront probablement remplacées par de nouvelles monnaies locales), comme nous pouvons l'observer actuellement au Venezuela.]

Robert Hirsch, l'auteur du fameux rapport ([Robert Hirsch report february 2005](#)) sur

l'épuisement des ressources pétrolières, indiquant qu'un délai de 20 ans est nécessaire pour se préparer au pic pétrolier (plafond historique de production), répondait en octobre 2007 au journaliste [David Strahan](#) sur les conséquences d'un déclin de la production.

Il évoque dans cette interview le lien entre la production de [pétrole](#) et le PIB, et pense que la croissance décroîtra inévitablement avec la baisse de la production.

David Strahan : Robert Hirsch, merci de nous accorder cet entretien. Lors de la récente conférence ASPO à Houston, votre présentation a porté sur les questions traitées par votre dernier article intitulé « World oil shortage : scenarios for mitigation planning » (Plans d'actions en vue de réduire l'impact d'une pénurie pétrolière mondiale). Au cours de cette présentation, vous avez soulevé différents points importants au sujet de la relation entre l'approvisionnement en pétrole et la croissance économique. Pouvez-vous élaborer davantage à ce sujet ?

Robert Hirsch : On le dit très souvent, le pétrole est le moteur des économies modernes. On peut alors se poser la question de ce qu'il advient quand la production pétrolière atteint son pic, quand la production est à son niveau maximal et commence à baisser. Quelles seraient les conséquences de ce pic sur le PIB mondial ?

C'est très difficile de procéder à une telle estimation. Les économistes ne peuvent faire un calcul correct car ils ne s'intéressent qu'au prix du pétrole. On sait évidemment qu'une pénurie poussera les prix du pétrole à la hausse, mais les économistes sont incapables de concevoir – et on peut seulement discerner approximativement – ce qui pourrait résulter d'une situation où l'insuffisance réelle de ressources pétrolières se conjugue à des prix très élevés. Ma démarche a donc été de revenir vers un certain nombre d'estimations réalisées par plusieurs personnes ainsi que vers ce qui s'est réellement passé en 1973 et 1979, quand on a subi de vraies pénuries. Les prix du pétrole ont certes augmenté à de nombreuses reprises mais ces deux périodes correspondent également à des pénuries de pétroles.

Lorsqu'on regarde les différentes estimations ainsi que ce qui s'est réellement passé, on trouve que la baisse de l'approvisionnement en pétrole équivaut approximativement à la baisse en pourcentage du PIB mondial. Si l'on suppose donc que la pénurie en pétrole s'accroît de 2 à 5 %, et d'autres pensent que ce chiffre pourrait être plus élevé, cela pourrait être un signe – catastrophique – d'un déclin de 2 à 5% par an du PIB mondial, allant de pair avec une pénurie croissante du pétrole.

David Strahan : Cette conclusion est plutôt effrayante dans la mesure où la plupart des économistes et des recherches en économie semblent indiquer que la relation entre l'approvisionnement en pétrole et la croissance économique ne semble pas aussi intimement caractérisée par une relation à l'unité. Je crois que la plupart des estimations sont de l'ordre de 0.5%. Pourquoi êtes-vous si convaincu que la relation est en fait beaucoup plus élevée et plus significative ?

Robert Hirsch : Je pense que les informations disponibles démontrent que ce chiffre est à peu près correct. Il n'est certes pas précis, parce qu'atteindre la précision absolue est impossible en la matière. Vous verrez quels seront les vrais chiffres une fois qu'on y sera confronté, mais je pense qu'il est assez évident qu'un ratio d'un dixième serait trop faible et un ratio de dix serait trop élevé. La relation finale devrait donc être de l'ordre de l'unité, ou de 2 ou 2,5, ce qui serait

à peu près la même chose. C'est toujours de l'ordre de l'unité.

David Strahan : Vous pensez donc vraiment que le pic pétrolier est également un pic économique ?

Robert Hirsch : Plus précisément, lorsque la production pétrolière baissera, le PIB mondial baissera également, oui, j'en suis profondément convaincu. Lorsqu'on s'adresse aux économistes, on voit qu'ils ont une confiance absolue en leurs modèles, qui sont des modèles économétriques qui ne traitent pas directement de la pénurie. Ils traitent des prix du pétrole, et ces modèles peuvent tenir compte des modifications de prix lorsqu'elles sont relativement lentes, mais j'ai discuté avec un grand nombre d'économistes prestigieux et tous admettent que leurs modèles ne peuvent pas tenir compte des changements brusques, rapides, nets et importants, et c'est pourtant comme cela que le pic pétrolier va se présenter.

David Strahan : Abordons donc la question très polémique de savoir si nous allons subir un pic de production très net suivi par une baisse imminente ou immédiate ou si nous allons observer un palier de stabilisation prolongé. Vous avez proposé des observations très intéressantes quant au comportement probable des nations productrices et exportatrices de pétrole au fur et à mesure que le pic s'approche, ou que la limite de croissance de l'approvisionnement en pétrole s'approche. A votre avis, quel va être l'ampleur de ce comportement, et quels en seront les conséquences ?

Robert Hirsch : Je viens juste d'achever une étude portant sur ce que serait la forme de la production pétrolière maximale – le Pic. J'ai attentivement examiné les données, étudié l'histoire des événements et consulté un certain nombre de prévisions et ainsi de suite. Il est impossible de savoir précisément à l'avance ce qui pourrait se passer, et j'ai donc pris la décision de définir trois scénarios.

Le meilleur scénario serait un palier dans lequel la production pétrolière est à son maximum et y demeure avec de légères variations pendant une longue période. Un certain nombre de prévisionnistes disent que cette hypothèse pourrait survenir ; on peut en effet voir des paliers survenir et durer un certain nombre d'années lorsqu'on examine les données concernant l'Amérique du Nord et l'Europe. Un tel palier est donc possible.

Il y ensuite le cas d'autres régions qui sont raisonnablement bien gérées et avec des marchés relativement ouvertes, et où on va constater un pic soudain : aucun signe ne le laisse entrevoir et le pic arrive relativement rapidement, c'est-à-dire peut-être pendant un an ou deux, et ensuite cède la place à une baisse significative. Ce genre de pente ascendante et pente descendante est donc une autre possibilité. C'est le deuxième scénario de l'étude que j'ai réalisée.

Le troisième scénario prend en compte la gestion nationalisée des ressources. On sait que ce ne sont pas les grandes compagnies pétrolières internationales qui contrôlent la majorité de la production pétrolière mondiale. Ce sont les compagnies pétrolières nationales qui détiennent cette majorité, et elles ont chacun leurs propres stratégies en rapport avec leurs intérêts : certaines cherchent le profit tandis que d'autres ont pour objectif le contrôle politique, certains ne gèrent pas très bien leurs activités, etc.

Un certain nombre de problèmes et de cas particuliers se posent donc au sujet de la gestion du pétrole par les pays exportateurs. Et il me semble que pour beaucoup de gens, le pic pétrolier est encore une idée abstraite. Lorsqu'il deviendra réalité, je pense qu'un grand nombre de pays

exportateurs de pétroles vont prendre le temps de s'arrêter et de réfléchir sur la manière de gérer leurs ressources à long terme. L'arrivée du pic pétrolier entraînera une hausse considérable des prix, et par conséquent conduira à des profits financiers exceptionnels. Je pense que certains de ces pays vont annoncer qu'ils vont réduire leurs exportations afin de mieux gérer leurs ressources pour leur propre intérêt national pendant une période plus longue. En fait, c'est déjà ce que M. Poutine a annoncé en Russie.

D'autres pays au Moyen-Orient ont également laissé entrevoir qu'ils pourraient agir dans ce sens. Tout se résume donc par un pays qui décide de ce qui est le mieux pour lui contre ce qui est le mieux pour le monde entier. Les pays devraient réellement considérer leur propre bien-être, ce qui signifie qu'un grand nombre d'entre eux peuvent décider de réduire leurs exportations pour leurs propres intérêts, et cela signifie que le pic pourrait survenir plus tôt que prévu et être beaucoup plus brusque. Dans un cas comme celui-là, le taux de baisse de l'approvisionnement serait à mon avis beaucoup plus élevé que ce qui résulterait d'un calcul portant uniquement sur les facteurs géologiques.

David Strahan : Il me semble donc, à vous écouter, que même si l'on peut dire à partir d'une stricte analyse géologique qu'il est possible de maintenir un palier pendant un certain temps, les facteurs comportementaux des pays producteurs et exportateurs peuvent très bien transformer cette tendance en une baisse bien marquée ?

Robert Hirsch : Je pense effectivement que c'est très probable, mais encore une fois, personne n'en sait rien, je n'en sais rien. C'est pour cette raison que j'ai mis au point les trois scénarios, avec le palier en guise de meilleur scénario, le deuxième meilleur scénario – l'hypothèse moyenne comme je le désigne – est une cassure brusque, et le pire scénario, le troisième cas, est que les pays exportateurs décident de retenir leur ressources pétrolières. Je pense que les gens qui prévoient des plans d'actions en vue de réduire l'impact du pic pétrolier doivent considérer ces trois scénarios.

David Strahan : Je vais essayer de vous contredire, parce qu'à mon avis il y a une chose qui peut modifier le risque induit par les facteurs comportementaux. Il va sans dire que les gens qui prennent ce genre de décisions sont parfaitement rationnels. Quel serait donc leur intérêt à tuer la poule aux œufs d'or ? S'ils font comme vous le dites et que les prix augmentent de façon encore plus considérable, ils détruisent la demande en Occident, conduisent le monde industrialisé dans une récession profonde et durable. Ce genre de circonstance n'est sûrement pas dans l'intérêt de l'OPEP, de la Russie et des autres. Dans ce cas, est-ce qu'il n'y aurait pas un souci d'équilibre qui les conduirait à chercher à développer, ou à tout le moins à vouloir conserver leurs niveaux de production s'ils en ont les moyens ?

Robert Hirsch : C'est une bonne question, et je pense que personne ne peut savoir la réponse à moins d'examiner l'histoire et de l'interpréter, en tout cas c'est ce que je fais. Les premières priorités des pays sont souvent domestiques, et cela passe avant le reste du monde. Lorsque le pic surviendra, le taux de baisse sera considérable au regard des études que nous avons déjà effectuées, et sur une longue période, les gens auront des difficultés à s'ajuster à ces taux de baisse. En d'autres termes, vous ne serez plus en mesure de contrôler le problème, et je pense que les pays qui disposent des ressources vont très bien s'en sortir. Je ne défends pas cette proposition, je me contente juste d'envisager les choses de leur perspective de préservation de leurs intérêts. Ils vont très bien s'en sortir en ménageant les ressources pétrolières à leur

propres profits et le reste du monde va avoir beaucoup de mal tandis qu'eux vont prospérer parce qu'ils vont retirer énormément de profits pour la quantité limitée de pétrole qu'ils vont exporter.

David Strahan : A votre avis, qu'est-ce que cela implique au regard de ce qu'on qualifie aujourd'hui de tensions géopolitiques ? Pensez-vous que cela pourrait induire des réactions hostiles dans les pays consommateurs, et si oui, quelle serait la sévérité de ces réactions ?

Robert Hirsch : Cela ne va sans doute pas ravir un grand nombre de gens étant donné qu'on assistera d'une façon quasiment inéluctable à un déclin économique, à des vagues de licenciement, à une récession rampante, à des forts taux d'intérêt, à différents problèmes en matière d'emploi et de chômage, etc.... Donc, oui, les gens ne seront pas du tout ravis. Notre expérience en Irak nous a cependant révélé le grand problème dans les situations géopolitiques, et cela est valable que vous soyez pour ou contre l'occupation de l'Irak. L'Irak nous a appris l'impossibilité de conquérir et de conserver ou développer la production pétrolière dans un pays étranger en raison de l'extrême éparpillement des zones de production pétrolières. C'est une impossibilité du point de vue militaire. Vous vous souvenez sans doute en 2005 d'exercices de simulation appelés « Oil ShockWave » (Onde de choc pétrolier), dont le but était d'envisager une réduction à long terme des menaces terroristes dans la production pétrolière mondiale. Les participants se sont penchés sur l'éventualité de solutions militaires dans ce cadre, et ont conclu que rien de concret ne pouvait être réalisé en la matière. [A propos](#), le porte-parole de cette étude était Robert Gates, qui est aujourd'hui le Secrétaire à la Défense des Etats-Unis.

David Strahan : Dans la conférence d'aujourd'hui, vous avez également traité de la gestion de la demande, chose qui n'existait pas dans vos précédents rapports sur la manière d'atténuer les effets du pic pétrolier. Il est clair que vous avez pris le temps d'y réfléchir. A votre avis, quel pourrait être l'importance de la demande dans une stratégie d'atténuation des effets du pic pétrolier ?

Robert Hirsch : J'ai dit dans les études précédentes, et toutes les personnes sensées doivent également partager cet avis, qu'il fallait réduire la demande en faisant en sorte que les appareils et les machines qui consomment du carburant liquide soient plus efficaces. Les véhicules utilitaires légers sont la cible principale ici, tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde, et il y a effectivement un grand nombre de changements qui peuvent, qui devraient et qui à mon avis doivent être effectués afin d'accroître le rendement énergétique de ces véhicules d'une façon considérable. Le problème est qu'on a affaire à une échelle tellement vaste que même dans les meilleures conditions, même en lançant un programme intensif, le démarrage de la production de voitures plus efficaces va mettre des années, et il faudrait une décennie de programme intensif afin d'obtenir un infléchissement notable à la baisse de la courbe de la demande mondiale. De plus, ce genre d'analyse part toujours de l'hypothèse suivant laquelle les gens auront les moyens d'acheter ces voitures devenues beaucoup plus efficaces. Mais qu'en est-il si les gens sont sans emploi et que l'économie est dans une récession importante : pourront-ils s'acheter ces véhicules plus efficaces ? Je pense donc qu'on doit procéder sur un niveau autre que matériel. Les voitures plus efficaces sont de l'ordre du matériel, et on doit envisager un autre niveau pour infléchir la demande : le rationnement.

Nous avons connu le rationnement pendant la 2e Guerre Mondiale, ce fut très difficile mais nous l'avons fait avec succès, et je pense que chaque pays consommateur et importateur

de pétrole doit penser au rationnement. Déclarer que l'on va rationner est très facile, la difficulté réside dans la détermination des modalités d'utilisation du pétrole dont l'on dispose. Il y aura des priorités comme l'armée, comme les fermiers, le transport des produits alimentaires depuis les fermes jusqu'aux usines agroalimentaires, et de ces derniers jusqu'aux individus. Et à l'autre bout, il y aura les gens comme vous et moi qui utilisons la voiture pour aller au travail ou pour des raisons de confort, et ces gens auront sans doute un accès beaucoup plus réduit au pétrole.

David Strahan : Dans le contexte politique américain, ce serait un bouleversement considérable ! Je sais que cette idée est considérée sérieusement ailleurs, par exemple par le nouveau gouvernement de coalition en Irlande, mais peut-on sérieusement envisager le rationnement aux Etats-Unis ?

Robert Hirsch : Absolument. Personne ne peut prédire quelle serait la nature des futurs processus politiques. D'après nos activités récentes, nous avons trouvé qu'un grand nombre d'homme politiques ont une connaissance très superficielle des questions énergétiques. Des erreurs vont alors être commises, mais je pense qu'on ne pourra pas éviter le rationnement. Dans le passé, les gens ont eu recours à la fixation d'un prix maximum pour le carburant, et le résultat est que le pétrole est allé vers d'autres pays. Cela n'a fait qu'empirer le problème. Il y a aura probablement de fortes pressions sur les parlementaires et le président pour qu'ils plafonnent le prix de l'essence, mais le résultat serait désastreux si une telle décision est prise. Le rationnement est la solution la plus raisonnable et la plus pratique.

David Strahan : Je suis d'accord avec vous, mais je pense juste que si les hommes politiques américains refusent une taxation significative de l'essence, ne serait-ce que vers un niveau s'approchant des taux de taxation européens, comment pourraient-ils se décider à instaurer un rationnement, qui est une solution extrêmement radicale ?

Robert Hirsch : C'est une très bonne question. On en revient toujours régulièrement à la question des taxes, car elles représentent une réponse sensée, ont été instaurées depuis longtemps en Europe et le résultat est que les pays européens se sont mieux adaptés aux hausses de prix que les Etats-Unis, même si nous n'avons pas été trop mauvais non plus. La plupart des électeurs, de l'opinion publique, n'aime pas les impôts. De l'autre côté, les gens pensent aux impôts lorsqu'il n'y a pas de problèmes. Je pense qu'il est pratiquement impossible d'augmenter les taxes et les impôts lorsque les gens sont dans la difficulté. A l'inverse, je pense que même si les gens ne vont pas aimer le rationnement, ils peuvent l'accepter.

David Strahan : Pour résumer, pensez-vous qu'on peut atténuer les effets du pic pétrolier sans devoir rationner les carburants ?

Robert Hirsch : Je n'exclus rien, mais le rationnement sera une des solutions au problème.

Traduction: transition-energie.com Source: blog David Strahan

Les États-Unis sont-ils devenus le premier producteur mondial de pétrole?

Philippe Gauthier 29 août 2018

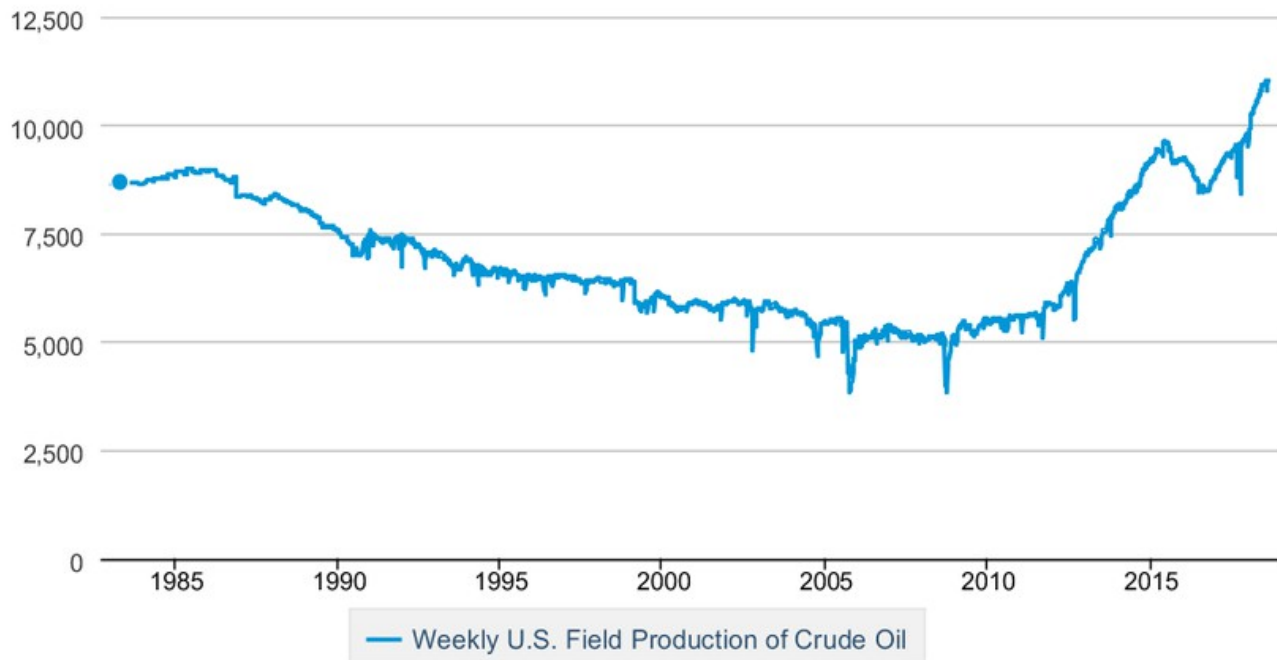
[NYOUZ2DÉS: POTIN: ce article n'est qu'un potin mondain sans importance. J'aurais préféré savoir de combien la production américaine baisserait (ce qui adviendra de toute façon) si les investisseurs cessaient d'investir à perte dans ce secteur largement déficitaire (il s'y perd des milliards par mois) et d'où proviendrait le pétrole manquant? ____ Le pétrole étant la matière première la plus destructrice économiquement de la planète, comment les USA pourraient-ils s'en sortir sans le pétrole de schiste? Est-ce que le pays exploserait (économiquement parlant) et le reste de l'économie mondiale aussi? (Surement que oui.)]

Selon l'agence américaine d'information sur l'énergie, l'EIA, [la production de pétrole des États-Unis auraient atteint le seuil de 11 millions de barils par jour](#) les semaines du 13 juillet, du 20 juillet et du 17 août 2018. On a par ailleurs appris que [la production de l'Arabie Saoudite aurait glissé](#) de 10,5 à 10,3 millions de barils de juin à juillet. Donc les Américains sont les premiers, non? Ce n'est pas si certain. Ce texte propose une petite plongée dans l'univers opaque des statistiques pétrolières.

La première chose qu'il faut absolument comprendre, c'est que l'EIA ne propose pas des mesures réelles, mais des estimations de la production basées sur un mélange de sondages auprès des producteurs et de renseignements recueillis auprès d'autres agences gouvernementales. De plus, la manière dont ces statistiques sont compilées n'est pas uniforme : elle varie en fonction de l'État d'où elles proviennent. Enfin, il peut y avoir deux ans de délai ou plus entre la publication des statistiques préliminaires et celle des données finales – et la différence entre les deux peut atteindre 40 %.

Weekly U.S. Field Production of Crude Oil

Thousand Barrels per Day



Source: U.S. Energy Information Administration

En ce moment, les données mensuelles de l'EIA sont compilées en fonction des sources et de la pondération suivantes :

- On accorde un poids de 20 % aux données publiées par les agences locales d'une demi-douzaine d'États, dont l'Alaska et le Dakota du Nord.
- On accorde un poids de 33 % aux données issues du Texas.
- On accorde un poids de 17 % aux données issues du golfe du Mexique, qui sont elles-mêmes construites à partir des données fournies par trois agences fédérales différentes, dont une qui se consacre à l'application des normes environnementales.
- Le dernier 30 % repose sur la méthode de « l'indicateur retardé moyen » (Average Lagged-Ratio) où l'EIA estime la production de chaque État à l'aide d'un modèle qui établit une relation entre les données officielles de production et les rapports nationaux d'achats de pétrole brut, qui recueillent à la fois les volumes et les prix.

Comme si ce n'était pas assez compliqué, il faut se souvenir que les données locales sont fournies à l'EIA...

- avec moins de trois mois de retard dans 17 % des cas
- avec moins de six mois de retard dans 50 % des cas
- avec de 9 à 21 mois de retard dans 18 % des cas
- avec de 22 à 45 mois de retard dans 11 % des cas

Dans ces conditions, comment l'EIA fait-elle pour publier des statistiques chaque mois, voire chaque semaine? Elle comble les trous en extrapolant à partir des données historiques

existantes. Mais ce n'est pas simple, car tous les États ne compilent pas des données mensuelles : elles sont parfois semestrielles ou annuelles. Enfin, le système ne tient pas compte des récents bouleversements dans l'industrie du gaz naturel. Les données de la Pennsylvanie et du Colorado, devenus des producteurs de premier plan, ne servent pas à la création des statistiques et sont couvertes par des extrapolations.

L'EIA reconnaît que toutes ces approximations finissent par entacher la crédibilité de ses données et [a proposé d'étendre son système de collecte de données](#) à 19 États, plus le golfe du Mexique. La collecte des données serait normalisée et automatisée et reposerait notamment sur un sondage auprès de 534 producteurs (sur les 12 000 en activité dans les États visés). On tiendrait mieux compte des régions pétrolières en émergence et diverses définitions seraient aussi normalisées. De bonnes idées dans l'ensemble, mais cette proposition date de 2014 et n'a pas encore été appliquée.

Les statistiques de l'EIA ne peuvent donc pas être considérées comme exactes, surtout celles qui sont publiées avant d'obtenir les données définitives. On peut tout au plus considérer qu'il s'agit d'estimations dont la marge d'erreur est de l'ordre de 10 %. Ce n'est pas si mal : on ne sait pas au juste comment sont recueillies les statistiques pétrolières de l'Arabie saoudite et chaque résultat donne lieu à de nombreuses spéculations de la part des experts.

Alors, la production pétrolière américaine a-t-elle dépassé celle de l'Arabie en juillet? Peut-être. Mais compte tenu de l'imprécision des statistiques pétrolières, on ne peut pas l'affirmer avec certitude. On peut tout au plus conclure que les deux pays sont nez à nez.

Je tiens à remercier Jean Laherrère pour sa précieuse aide dans la rédaction de ce billet – il n'a pas son pareil pour éclaircir les questions difficiles et suggérer des sources pertinentes, mais méconnues.

Sources :

- EIA, [Weekly U.S. Field Production of Crude Oil](#)
- EIA, [August 2018 Monthly Energy Review](#)
- EIA, [Changes to EIA Oil and Gas Production Programs: Expanded EIA-914](#)
- [Analysis: Saudi crude oil production data catches market by surprise, but not all are convinced](#)

« Comme ministre, Nicolas Hulot était à contre-emploi »

[Benoit Georges / Chef de service Le 30/08 2018 Les Echos.fr](#)

LE CERCLE/INTERVIEW - Pour Jean-Marc Jancovici, l'ex-ministre de la Transition écologique et solidaire était plus utile à l'environnement dans le monde associatif que dans la politique.

Associé de Carbone 4, cabinet de conseil spécialisé dans la transition énergétique, et président du think tank The Shift Project, Jean-Marc Jancovici (également chroniqueur aux « Echos ») a participé au comité scientifique de la Fondation Nicolas Hulot au début des années 2000.



Pour Jean-Marc Jancovici « être ministre demande d'aller à la lutte au couteau, avec des arguments techniques très solides, et c'est quelque chose qui n'est pas dans la nature de Nicolas Hulot. » - SIPA

Quel regard portez-vous les quinze mois de Nicolas Hulot au ministère de la Transition écologique ?

Il y avait un point sur lequel Hulot aurait pu essayer de faire une différence par rapport aux ministres qui l'ont précédé, c'était d'essayer de convaincre le président que l'économie et l'écologie sont juste deux manières différentes de compter un même processus. On n'a jamais eu de ministre de l'Environnement qui ait réussi cette synthèse. Jean-Louis Borloo venait du monde de l'économie, il avait un sens de l'arbitrage, mais il manquait de compétences sur l'écologie, même s'il avait une sensibilité écologique.

De plus, un ministre de l'Environnement n'a pas pour vocation de gérer un domaine particulier : il a pour vocation de faire entrer la réalité, des contraintes physiques, biologiques, etc., dans les activités de tous. C'est un ministère qui consiste à réglementer tous les autres.

Sur le papier, le fait d'être ministre d'Etat aurait pu le permettre...

Mais être ministre demande d'aller à la lutte au couteau, avec des arguments techniques très solides, et c'est quelque chose qui n'est pas dans sa nature. Nicolas Hulot est un homme qui aime le consensus, les concepts, les émotions. Ce n'est pas quelqu'un qui aime les dispositifs techniques, les mesures concrètes, imposer des règles... Or être ministre consiste essentiellement à faire cela. Nicolas était donc à contre-emploi. Je ne sais pas quel était son objectif exact en acceptant le poste, mais le bilan, hélas, est qu'il ne se sera pas passé grand-chose.

Vous pensez donc qu'il n'avait pas sa place à ce poste ?

Il se trouve que quand il s'est lancé en politique en 2012, j'ai fait partie des gens qui lui ont dit que c'était un milieu qui n'était pas pour lui, et qu'il serait beaucoup plus utile au pays en restant dans le monde associatif, où il avait pleine et entière liberté de manoeuvre pour prendre le temps de mûrir des propositions. Le temps politique est un temps court, où l'on est obligé de décider dans l'urgence en permanence.

Certes, on pouvait attendre d'un profil nouveau une manière nouvelle et pertinente de prendre le problème. Et, par ailleurs, c'est un homme qui a un contact très facile, et on pouvait imaginer que cette capacité qu'il a à nouer le dialogue aurait pu l'aider à négocier avec les autres ministères. Mais gagner un arbitrage interministériel, cela exige en général de se comporter comme une brute, et ce n'est pas du tout sa tasse de thé.

Que pensez-vous de sa phrase contre le nucléaire, qu'il a qualifié mardi de « folie économique » ?

Diminuer la part du nucléaire, ce n'est pas agir pour le climat. C'est un combat que Hulot [a choisi de mener sur le tard](#) - son combat premier concernait la biodiversité -, et sur des bases qui ne sont pas scientifiques, parce que quand vous êtes 'politique' dans l'Environnement, on attend de vous que vous soyez antinucléaire. A cause de cela, il ne s'est pas rallié une partie des forces vives sur lesquelles il aurait pu compter pour faire avancer son combat sur le climat. Parce que dans le monde des dirigeants économiques, je pense que les antinucléaires sont une minorité, en particulier chez les ingénieurs, qui ont compris que si le carbone est une priorité, alors le nucléaire est plutôt une solution qu'un problème.

Quel doit être selon vous le profil d'un ministre de l'environnement aujourd'hui ?

Il faut quelqu'un capable de comprendre le monde scientifique, qui est celui qui décrit l'état du monde - y compris quand cela n'est pas raccord avec l'opinion, qui peut sous-estimer la gravité du problème (par exemple dans le cas du climat, de la pêche ou de la biodiversité), ou au contraire - même si plus rarement - la surestimer (par exemple dans le cas du nucléaire). Cela permet de hiérarchiser les priorités. Il faut aussi quelqu'un qui comprenne le monde économique, parce que comme le dit très bien Brice Lalonde, les acteurs qui consomment de la nature, qui agissent sur elle, ce sont les entreprises. Il doit aussi comprendre le monde réglementaire. Il faut enfin arriver à faire comprendre à Emmanuel Macron que l'économie est dans l'environnement : si je supprime la planète, je supprime le PIB.

On voit mal qui pourrait correspondre à ce portrait...

Je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est que dans les personnes qui sont aujourd'hui des figures connues de l'écologie politique, il n'y a pas le mouton à cinq pattes que je viens d'évoquer. Par ailleurs, tant que l'on aura un président qui n'a pas compris que l'environnement, on n'y échappe pas, que s'en occuper sérieusement est une bien meilleure alternative que de ne pas s'en occuper, y compris pour l'économie, et qu'il ne suffit pas de dire « [make our planet great again](#) » pour que les problèmes soient réglés, on ne pourra pas avoir de bon ministre de l'Environnement.

Hulot part parce que nous allons mourir et il se résigne à l'idée qu'il ne l'empêchera pas

[Claude Askolovitch](#) — 29 août 2018 [Slate.fr/](#)

[NYOUZ2DÉS: cet article n'a aucune valeur. Il n'est qu'un exercice de masturbation intellectuelle sans intérêt.]

Derrière la démission du ministre de la Transition écologique, l'aveu d'une impuissance face au danger qui nous menace.



Nicolas Hulot au Muséum national d'histoire naturelle à Paris, le 4 juillet 2018 | Gérard Julien / Pool / AFP

Un homme est parti parce que nous allons mourir, et Nicolas Hulot a renoncé à nous en empêcher, et sans doute était-ce un superbe orgueil, s'il a cru qu'il pouvait, à sa mesure, dans la duperie des palais, un peu sauver le monde.

Un homme est parti parce que nous allons mourir et il nous laisse à l'illusion de la vie. Elle se tisse de commentaires, sera demain drapée d'oubli. Après son départ est revenu notre bruit et nous encerclons de mots Nicolas Hulot et sa rupture et ce qu'elle dit de la politique, la beauté tragique d'un moment, ce que cette sortie révèle ou confirme de la légèreté insoutenable du macronisme, ce verbe inabouti, qui proclame «great again» la planète face à Trump et contre lui, mais se plie aux habiletés d'un rusé lobbyiste et flatte le portefeuille des chasseurs, tout ça pour ça...

Homme libre, mais pas seulement

Nous avons l'aubaine d'une vérité et d'une crise politique à la fois; voyons donc comment pourra réparer ce président habile, et ses féaux qui parfois le sont moins, pour atténuer l'offense et lui ôter son sens. [Discourtois pour le porte-parole du pouvoir Benjamin Griveaux, Hulot est devenu libre dans les mots présidentiels](#), et ce mot, «libre», élément de langage, dépolitise la sortie de Hulot, sorte d'Antigone sexagénaire qu'on ne tuera pas, dont les pulsions, sympathiques peut-être, ne peuvent juger les hommes de pouvoir, de devoir.

La courtoisie comme la liberté d'un homme ne sont d'aucun intérêt. Hulot est homme bien élevé, et conscient de lui-même, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Incompris au pouvoir, où on le caressait de doux mots et de quelques victoires pour qu'il ne s'en aille pas, il restera incompris dans sa démission, si l'on s'arrête à l'orgueil et à l'intégrité. Il se joue bien plus que cela, pour lui et pour nous.

Un homme est parti parce que nous allons mourir, et il nous laisse à l'illusion d'une vie qui se tisse de distraction. Emmanuel Macron n'est que la circonstance de Nicolas Hulot. Plus charmeur ou plus fort que ses prédécesseurs, ou grâce à de meilleurs moments, ce président avait fait ministre un prophète conseiller: c'était habile et bienvenu, et risible à la fois, puisque Hulot ne se concevait que dans l'entière de sa foi.

Demander aux puissants d'agir

Si Macron, parfois, paye et se paye de mots, Hulot pensait absolument, pense absolument l'absolue urgence de l'écologie. Il n'était au pouvoir que pour cette urgence, et ne le quitte qu'en son nom. Il n'était pas l'un d'eux, mais ne les détestait pas. Ce n'était pas le sujet. Il avait aimé Chirac sans doute, il avait détesté Sarkozy, qui le détestait supérieurement, il n'avait grande estime pour Ségolène Royal, il n'avait pas d'affect excessif pour Hollande, et, semble-t-il, dissociait chez Macron et Philippe l'amabilité et l'engagement. [Il avait conseillé Chirac](#), il avait passé avec Royal et Sarkozy [le pacte écologique](#), [il avait travaillé avec Hollande](#), il était chez Macron, un peu plus, et donc un peu plus malheureux, plus vieux aussi ayant moins de temps devant lui tandis que la catastrophe approchait. Fou qui fait le difficile? Hulot prenait les pouvoirs comme ils étaient, sans rien leur demander, simplement de comprendre et d'agir, pour que nous ne mourions pas.



Nicolas Hulot et Jacques Chirac à l'Élysée, le 12 décembre 2006 | Patrick Kovarik / AFP

Hulot part parce que nous allons mourir, il résistait jusque-là à cette idée. Il prétendait que celles et ceux qui ont la charge des peuples sauraient comprendre l'enjeu climatique et en être dignes. Il avait voué son existence à ce pari –mais en était-ce un, de pari, puisqu'il n'y a pas d'autre choix, sauf à devenir un dictateur se salut public, ce n'était ni son genre, ni son possible, ni son envie. Il avait en 2006 renoncé à une candidature présidentielle –[ses sondages étaient bons](#) et l'écologie un enjeu d'opinion, juste avant la grande crise– pour entraîner dans son pacte tous les républicains. Hulot était un lobbyiste de bonne volonté, qui ne corrompait personne. Les politiques le toisaient, entre inquiétude et mépris, incompréhension. Il leur parlait, ils pensaient à autre chose: peut-il m'aider, peut-il me nuire, dans la jouissance du pouvoir? Hulot voulait croire que le politique était un homme et cet homme, dépouillé de sa peur, serait bon. Il ne l'était pas.

Hulot part parce que nous allons mourir et il se résigne à l'idée qu'il ne l'empêchera pas.

Mourir n'est pas une figure de style. Un monde se meurt quand la planète entre en surchauffe, des hommes meurent et mourront dans le chaos des dérèglements, les vagues s'en viennent, la banquise fond, [le permafrost est attaqué](#), les communications des scientifiques semblent les harangues des prophètes de la bible, [quand Ninive doit mourir du péché](#). Les oiseaux s'éteignent, le sable avance, [les incendies se déclenchent](#), l'eau monte, on sait tout cela, de manière théorique encore, livresque. Lui vivait ce drame, et pourtant combattait.

Refus simple du libéralisme et dégoût paisible de l'Occident

Il parle, Hulot des amitiés qu'il a nouées dans ce pouvoir, et de l'affection des grands hommes qui pourtant ne le comprenaient pas. On peut y croire. Mais il faut lire, si l'on veut connaître la vérité de ce ministre parti, [son livre de dialogue réalisé en 2017](#), juste au moment de sa bascule, publié cet année, avec la légende indienne Vandana Shiva, militante paysanne et féministe, qui avait chassé une usine Coca-Cola du Kerala où la firme captait l'eau des pauvres, qui combattait les OGM et voulait, comme Hulot, abroger le capitalisme.

Comme Hulot, oui. Le livre s'appelle *Le cercle vertueux*, publié chez Actes Sud de Madame Nyssen, le sort est grinçant. Hulot y expose son refus simple du libéralisme et son dégoût paisible de l'Occident. *«Nous, les Occidentaux, si nous voulons aspirer à vivre en paix, il faut que nous cessions de tricher avec l'Histoire. Vouloir la réécrire à l'aune de notre dignité, la travestir ou la tordre, est une violence supplémentaire.»*

Ou encore. *«Tout comme nous avons une dette d'humanité, nous devons reconnaître que nous avons également une dette écologique.»* Et aussi: *«Le pillage continue comme à l'époque coloniale parce que nous n'avons pas encore défini la notion de bien commun.»*

Et, enfin: *«Force est de constater qu'une partie importante de l'humanité, les pays colonisateurs, devenus riches, a une dette qui s'étale sur des décennies. S'indigner que des réfugiés puissent venir chercher un minimum de conditions de survie chez nous, c'est donc oublier qu'historiquement nos sociétés n'ont eu aucun scrupule à aller exploiter des richesses qui ne leur appartenaient pas, avec pour conséquence d'avoir modifié les trajectoires d'évolution de peuples privés de leurs choix de civilisation. Certes, nous n'en sommes pas coupables, mais nous en sommes responsables. Sur tous ces sujets-là, il est très important de ne pas avoir une mémoire trop courte: c'est l'absence de conscience qui a permis à cette injustice de perdurer.»*

Le pouvoir a ses règles

Mais que faisait-il, l'ami de Vandana Shiva, car elle est est une amie, dans un gouvernement de garde-frontières et d'optimistes libéraux férus de premiers de cordée?

Il essayait. Il travaillait, sexagénaire, avec des personnages qui n'étaient pas son genre. Il ne pouvait que s'y perdre, [trop sérieux comme Swann devant Odette](#), mais n'avait pas d'autre destin acceptable que celui-ci: rendre vertueux des politiques heureux. Car sinon, quoi? Il aimait par devoir; il aimait parce qu'autrement, la mort était certaine. Renoncer à croire que les coquettes idéologiques peuvent finalement nous aimer, c'est admettre notre fin, et l'inutilité de l'existence. Les [catleyas](#) ne sont pas une jouissance, mais un devoir.

Mais Odette ne change pas, ni les politiques. Le pouvoir a ses règles. Il n'est pas une révolution. Cette histoire n'existait pas. Hulot s'en va alors, non pas éconduit, peut-être édifié, vaincu simplement, admettant que dix, vingt, trente ans de combats ont été dilapidés, et finalement, on ne pouvait pas les croire.

Hulot s'en va, parce qu'ils nous laissent mourir. Il s'en va parce que ceux qu'il quitte n'ont pas l'imagination de notre mort. Il est pour cela leur aîné et un sage.

Acceptation de la défaite

Je le connais un peu, et le ressens. Je n'étais pas loin, [ce mardi matin, à France Inter](#), dans un studio de radio où la surprise retombait telle une poussière fine, et recouvrait l'instant. Il était enfermé dans la pire de ses défaites; ce n'était pas de l'orgueil blessé qui animait Hulot, ni la reconquête d'une image frémissante; c'était l'acceptation de la défaite et de la mort, que je lisais dans ses yeux. Il s'y abandonnait enfin. Il s'y consumait.

Je le connais un peu, et l'aime, du si peu que nous nous voyons.

Il y a quelques années, cet homme m'a dit dans un moment de deuil que je devais faire quelque chose de mon malheur d'adulte; j'ai tourné autour de cette idée depuis lors, et y ai nourri, autant que faire se peut, l'idée d'une liberté, si celle-ci peut rattraper nos insouciances passées. Nicolas Hulot a connu la mort plus jeune encore que moi, celle d'un frère. Me trompè-je?

Je ne vois chez Nicolas Hulot, depuis des années, que l'idée du rachat, qui porte les survivants. Racheter sa part d'existence en en faisant quelque chose. Conjuré cette idée que la mort nous domine et nous rattrapera. Il conjura dans l'émerveillement d'être et dans l'ivresse de ses voyages, et puis dans la longue ascèse de la conviction. Il sait, plus et mieux que la plupart des journalistes et des hommes de ce pays, les catastrophes qui nous viennent, et pourtant vit, splendide, et a si longtemps voulu croire que nous les éviterons.

Il a su cet été qu'il n'y aurait pas de rachat. Il l'a dit, un matin sur France Inter et nous devons y voir une catastrophe bien plus définitive que la politique.

Ce qu'il sait –lui et ses pareils, les climatologues, les savants, ceux qui devinent et lisent l'inéluctable– ce qui nous guette. Ce qu'il sait aurait dû, depuis si longtemps, le conduire au désespoir. Il conjurait dans un optimisme forcé. Il pensait que les pouvoirs sauraient se racheter et qu'il y serait pour quelque chose.

Il était alors de Chirac, de Hollande, de Sarkozy, de Macron, quand il n'aimait que [Dumont](#) ou le Pape, cet homme qui ne devrait parler que notre mère la Terre, ou Vandana Shiva, parce que c'étaient les Macron, les Obama, les Sarkozy qui avaient les clés du monde. Il ne pensait pas se salir, jusqu'il y a peu, jusqu'à la médiocrité [d'un lobbyiste de la chasse](#), pauvres chasseurs, qui murmure des démagogues à l'oreille d'un président.

Il n'y a pas que cela. Il ne pensait pas se salir. Il faisait, du premier malheur, quelque chose. Il a su cet été qu'il n'y aurait pas de rachat. Il l'a dit, un matin, sur France Inter, et nous devons y voir une catastrophe bien plus définitive que la politique, si une âme blessée admet sa défaite et notre fin. Je regardais Nicolas Hulot, mardi matin, sans pouvoir le consoler. Je regardais Nicolas Hulot accepter notre mort et s'y noyer. Dans un studio de radio un ministre démissionnaire se lamentait comme le prophète sur les ruines de Jérusalem.

[Départ de Hulot, la divergence entre vrai et faux ami](#)

Michel Sourrouille , Biosphere, 30 août 2018

Yves Cochet, ancien ministre de l'écologie : « L'écologie de Nicolas Hulot est moins constituée d'une somme de connaissances apprises à l'école que d'une expérience vécue au contact de la nature. Contrairement à la plupart des stars, c'est en vieillissant qu'il devient plus radical et moins sujet aux compromis sur le fond, comme le montre sa démission. L'une des différences entre les écosystèmes naturels et les écosystèmes sociaux (ce n'est pas spécifique

au domaine politicien) est que, dans le second cas, vos proches et amis sont aussi vos adversaires, selon les circonstances. S'il est vrai qu'un loup attaque toujours un chevreuil, un humain peut au contraire combattre ou s'allier avec un autre en des occasions souvent imprévisibles. dans ce milieu, l'ambivalence ami-ennemi se double de l'ubiquité du pouvoir. On croit couramment que c'est le président, le gouvernement et les ministres qui décident en oubliant qu'autour de ces personnages médiatisés se trouvent une foultitude de conseillers. En particulier, les conseillers du président et ceux du premier ministre forment une sorte de réplique du gouvernement officiel. Souvent issus des grands corps de l'Etat, ces personnes sont capables de persuader le président ou le premier ministre plus qu'un ministre dans son périmètre politique. Nicolas Hulot, comme nombre de ses prédécesseurs, a ressenti douloureusement ces arbitrages matignonesques ou élyséens défavorables à l'écologie sous pression d'un conseiller.

Et puis, bien sûr, il y a le fond de l'affaire : la désagrégation croissante du système Terre les gouvernements et décideurs de toute échelle et de tout continent continuent de croire que plus de technologie et plus de croissance apporteront les solutions à des nuisances passagères dans l'environnement et à des inégalités transitoires dans la société. Cette croyance libérale-productiviste est tellement puissante qu'il est désormais trop tard pour remplacer ce paradigme et ses désastreuses conséquences matérielles et sociales par un paradigme écologiste et ses bienfaits supposés, avant l'effondrement. Nicolas Hulot, écologiste intuitif et profond, est sans doute parvenu à ce constat affligeant, même si, comme nous, il continuera à lutter pour réduire les souffrances à venir. Il est toujours risqué d'entrer en politique lorsqu'on est plus sincère que cynique, et il est tout aussi risqué de proposer à Socrate d'être ministre lorsqu'on est président. Nicolas Hulot a perdu son pari de changer les choses, à temps, et avec l'ampleur souhaitable. Emmanuel Macron a finalement échoué dans son coup de com d'écoblanchiment. » (LE MONDE du 30 août 2018, Yves Cochet : « Socrate et la nature quittent le gouvernement »)

Le ridicule n'épargne pas **Christophe Castaner** qui s'adresse ainsi aux membre de LRM : « Chères adhérentes, chers adhérents, comme vous, j'ai été surpris d'apprendre la décision de Nicolas Hulot de quitter le Gouvernement ; c'est une décision que je regrette mais que je respecte sincèrement. Il a lancé un mouvement inédit dans l'histoire de notre pays pour répondre à cette question universelle : comment mieux vivre ensemble en respectant la planète et la biodiversité et en adaptant nos modes de vie aux enjeux environnementaux ? Le président de la République a fixé dans son programme un cap très ambitieux, nous avons réussi en un peu plus d'un an à mettre en œuvre de grands progrès... » Suit une longue litanie des soi-disant succès de la politique écologique du gouvernement ! Tant que nos dirigeants garderons la merde qu'ils ont dans les yeux, nous irons de plus en plus vite au désastre et Nicolas Hulot a quitté le Titanic au bon moment

US Open - La chaleur écrase Flushing : "Je n'allais pas mourir sur le court.."

Alexandre Coiquil 29 août 2018

US OPEN (tennis)– La chaleur a fait d'énormes dégâts à Flushing Meadows. Etouffant, le climat a contraint plusieurs joueurs à l'abandon lors du premier tour et énormément impacté le

physique des participants. Personne n'a été épargné : ténors, joueurs moins bien classés ou habitués aux grosses chaleurs. Mêmes ceux programmés en soirée ont subi les affres de la météo.

Quand l'US Open prend des airs... d'Open d'Australie. Souvent pointé du doigt pour sa météo très changeante, notamment ses nombreux orages et sa très forte exposition au vent, le Grand Chelem américain s'est transformé en étuve géante pour le début de cette édition 2018. Absolument effroyable depuis la semaine dernière, la chaleur tombant sur New York a considérablement marqué - dans le mauvais sens - l'entame du tournoi de son empreinte. Plus que la chaleur, c'est bien la lourdeur ambiante - conséquence d'un fort taux d'humidité supérieur à 50% - qui est la principale responsable de tous les problèmes.

Les chiffres sont marquants : cinq matches du simple messieurs se sont terminés par un retrait mardi. Ricardas Berankis, [Leonardo Mayer](#), Stefano Travaglia, [Mikhail Youzhny](#) et Filip Krajinovic ont renoncé à terminer leur match. Sur l'ensemble du premier tour, huit joueurs du tableau messieurs ont arrêté les frais en pleine rencontre : cinq à cause des effets de la chaleur, trois suite à des blessures. Chez les dames, une seule victime : Kathinka Von Deichmann.

[Sam Querrey](#) avait été le seul à se faire punir lundi. Perclus de crampes à l'avant-bras, l'Américain n'était plus en mesure de tenir sa raquette. Pour ceux qui ont réussi à boucler, les spectateurs ont pu assister à un festival de crampes en tout genre et à un bal de serviettes équipées en glaçons. Mines détruites, jambes en friches, tous les joueurs et les joueuses ont payé la note.

Certains n'ont pas du tout aimé l'expérience. Comme Leonardo Mayer, lessivé dans la quatrième manche de son duel face à Laslo Djere. *"Je crois qu'il ne faut plus jouer en cinq sets parce que tant qu'un joueur ne sera pas mort, ils n'arrêteront pas"*, a-t-il lâché, interrogé sur la démarche à adopter. *"La seule solution, c'est d'écourter un peu (les matches) parce que nous ne maîtrisons pas la chaleur. Je n'ai pas supporté, j'ai essayé mais je ne pouvais pas. Je ne pouvais plus jouer, c'était impossible. Je n'allais pas mourir sur le court..."*



" Ça fait 2h30 que vous affrontez votre adversaire, puis tout-à-coup vous êtes tout nu, côte à côte, dans un bain de glace"

Ces conditions extrêmes - 35° à l'ombre mardi à Flushing avec un ressenti à 39° - ont conduit les organisateurs à accorder dix minutes de pause entre les troisième et quatrième sets des simples messieurs, une règle mise en place pour la toute première fois à l'US Open et qui sera reconduite au jour le jour. *"Le juge-arbitre du tournoi et l'équipe médicale vont continuer de surveiller les conditions pour déterminer jusqu'à quand cette règle sera en vigueur"*, a précisé la direction du tournoi. Cette mesure exceptionnelle a plu à [Djokovic](#), loin d'être un amateur des chaleurs extrêmes. L'ancien n°1 mondial a passé un sale moment sur le court Arthur-Ashe face à Marton Fucsovics.

"Je veux remercier l'US Open de nous avoir accordé ces dix minutes de pause. La règle c'est qu'on n'avait pas le droit de parler à des membres de notre équipe ou à qui que ce soit", a glissé le Serbe sur cette nouveauté réglementaire après sa victoire en quatre manches face au Hongrois. Heureux d'avoir survécu à ce sale moment, le Serbe a préféré prendre ça avec humour. Il n'en perd pas une le Djoker. *"On a pris un bain de glace avec Marton pendant la pause. C'était vraiment une sensation magnifique : vous entrez dans les vestiaires mais en n'ayant pas terminé le match. Ça fait 2h30 que vous affrontez votre adversaire, puis tout-à-coup vous êtes tout nu, côte à côte, dans un bain de glace. C'est marrant."* D'autres, à l'instar de Djokovic, ont pris ça avec légèreté. *"Entre les jeux, je me disais que j'étais à la plage, une Margarita dans la main !"*, a plaisanté [Caroline Wozniacki](#).

Si Djokovic, qui a avoué être *"en mode survie"* mardi, a pris son coup de mou avec le sourire, [Julien Benneteau](#), 37 ans bien fêtés, a moins rigolé. *"Avec les conditions du jour, un match en cinq sets ce n'est pas que le tennis qui entre en jeu. A un set à rien (contre Marco Cecchinato), je ne me voyais pas beau, j'étais mal avec la chaleur"*, a précisé le Bressan.

"C'est la première fois en quinze ans de carrière que j'ai une pause de dix minutes entre les 3e et 4e set. C'était l'une des pires journées que j'ai pu connaître au niveau des conditions climatiques. Dans les vestiaires quand les matches partent et qu'on voit les mecs revenir... Puis on s'aperçoit dans quel état ils sont à leur retour... Donc on sait à un moment donné que ça va être dur... mais pour les deux. Il faut essayer de raccourcir les échanges, de se battre, d'être un guerrier."



" L'US Open c'est pire que Melbourne"

"*Tout le monde parle de la chaleur présente à Melbourne, en disant oh mon dieu tout est si mauvais là-bas, mais l'US Open c'est pire que Melbourne*", a souligné de son côté [Samantha Stosur](#) après sa défaite au premier contre Caroline Wozniacki. "*Il y a plus d'abandons ici, mais pour différentes raisons c'est l'Australie qui a une mauvaise réputation.*"

Si Stosur a mis les pieds sur le court à midi, [Rafael Nadal](#) a lui testé les conditions de jeu lors de la night session lundi soir. Et les conditions y étaient presque aussi pénibles. "*C'est le jour le plus chaud depuis que je suis arrivé ici il y a une semaine. Il y avait une humidité infernale*", a glissé le Majorquin, rarement gêné par le facteur chaleur durant sa carrière. Et ce n'est pas fini : la météo américaine a annoncé des températures encore plus élevées sur New York pour mercredi. Que tout ce beau monde se rassure, elle va commencer à baisser jeudi, avant de basculer à l'orage à partir de vendredi. pas sûr que l'on trouve grand monde pour s'en plaindre à Flushing...

La démonstration de Nicolas Hulot

François Leclerc 29 août 2018

La démission surprise de Nicolas Hulot a déclenché une avalanche de commentaires, dont peu ont à voir avec ce qui semble avoir été son déclencheur, la présence des lobbies au plus haut niveau de l'État. « Qui a le pouvoir ? qui gouverne ? » s'est pourtant interrogé le ministre, considérant qu'il s'agit là « d'un problème de démocratie » après en avoir fait la dure expérience à ses dépens.

On savait déjà comment les grands industriels et banquiers avaient leurs discrètes entrées à l'Élysée. L'affaire Benalla a éclairé le fonctionnement d'une Présidence disposant avec ses conseillers d'un cabinet fantôme. Nicolas Hulot raconte maintenant comment les lobbies font valoir leurs intérêts au plus haut niveau, dans la même logique. Ce fonctionnement du pouvoir n'est pas prévu par la Constitution, il n'en est pas moins déterminant.

Nicolas Hulot a été plus loin dans ses propos lors de son intervention sur l'antenne de *France Inter*. « Je ne comprends pas que nous assistions à la gestation d'une tragédie bien annoncée dans une forme d'indifférence. La planète est en train de devenir une étuve, nos ressources naturelles s'épuisent, la biodiversité fond comme neige au soleil. Et on s'évertue à réanimer un modèle économique qui est la cause de tous ces désordres. » Ce qui le conduit également à dénoncer la poursuite du nucléaire, « cette folie inutile économiquement et techniquement, dans lequel on s'entête... » Le pouvoir auquel il s'est heurté est diablement solide, doit-on convenir.

La question est alors posée : quelles conditions faudrait-il réunir pour qu'un changement de ce modèle radical puisse intervenir ? Un modèle dont la succession impliquerait d'évidence de profondes ruptures ainsi que l'abandon de confortables situations acquises ? Non pas en raison de présupposés idéologiques, par ailleurs honorables, mais parce que celui qui est en cours a fait son temps sans que cela soit admis.

Les esprits ne seraient plus uniquement opposés à la marche imposée des choses mais élaboreraient collectivement des cahiers revendicatifs pour qu'il en soit autrement, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il ne manque pas d'éléments pour alimenter cette réflexion,

dont l'université d'été « sociale et solidaire » vient de traiter. L'éducation des militants un peu oubliée voulait qu'il fallait d'abord définir le programme avant d'en faire autant de la stratégie. Aujourd'hui, la première étape a quasiment disparue.

Afin de contribuer à remettre sur ses pieds la réflexion et de se donner des points d'appui, faut-il comme le suggère Paul Jorion se donner comme dernière chance la constitution du lobby de la survie de l'espèce ?

ÉCOLOGIE, SECHERESSE ET HUMANITE...

27 Août 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

La grande régulation de l'humanité, c'est d'abord la mortalité. L'écologie, c'est la mortalité libérée, parfois par des biais inattendus.

La baisse des retraites, par exemple. Il y en a bien quelques uns qui en casseront leur pipe. Faut simplement savoir être un peu patient. Et que le troupeau soit un peu naïf, comme par exemple, en 2017, pour voter Macron.

D'autres "problèmes", sont totalement artificiels. la sécheresse au Sahel, par exemple.

Pendant la période "française", le Sahara, administré, a reculé. Après l'indépendance, frontières et surpâturage ont dévasté le Sahel.

Après, la grande faucheuse (famines + épidémies) fera le reste.

La guerre, à l'heure actuelle, ce n'est pas efficace. Le sénateur Mac Cain est mort. Certains le pleurent, et Satan doit redouter son arrivée en enfer. Parce que, plus meurtrier que lui... tu meures... Comme petite main, en tant que "simple" pilote, il a tué des milliers de civils (en 1975, lors de la chute de Saïgon, on parlait de 15 millions de morts depuis 1945, essentiellement du fait des bombardements), mais en tant que belliciste invétéré, il est responsable de millions d'autres.

Donc, Satan a du se demander s'il ne lui chiperait pas sa place. Bien entendu, en tant que républicain, il a aussi été un ardent partisan des "coupes", budgétaires, très meurtrières aussi.

La seule chose qui m'étonnait, c'est qu'il ait pu mourir d'un cancer du cerveau. Après réflexion, je me suis dit que c'était la surchauffe d'un organe atrophié et peu utilisé.

Les lauriers, tressés par les assassins (genre, ex président, friand de ~~bombardements~~ d'assassinats par drones), sont largement compensés par des réactions (censurées, visiblement, tellement elles étaient injurieuses) qui se félicitent de l'événement.

Et que l'on ne nous ressorte pas l'argument de la famille. Les directeurs de camps de concentration pouvaient aussi être de parfaits pères de famille...

Quand à Trump, qui a du se fendre d'un communiqué politiquement correct de condoléances, il a du faire pêter les bouchons de champagne, à l'annonce de sa mort...

Thomas Malthus, quand à lui, n'avait pas prévu une chose ; les énergies fossiles, et les possibilités agricoles qu'elles donnaient. En 1800, il était difficile de voir qu'elles permettraient de faire 100 ou 150 quintaux à l'hectare. Seul, le remplissage des espaces laissés vides, comme l'Amérique, était vraisemblable.

Mais le grand effondrement ramènera sans doute les populations très en dessous des bases de départ du 17^e siècle. Sans doute pour une très bonne raison : la majorité de la population, urbaine, ne sait rien de la survie en cultivant un lopin.

[La pensée magique comme Realpolitik](#)

Par Dmitry Orlov – Le 23 août 2018 – Source [Club Orlov](#)

[NYOUZ2DÉS: ce n'est pas un article aussi politique que semble l'indiquer le titre.]

On ne peut nier que beaucoup de ce qui fait de nous des humains est notre irrationalité. Retirez-la et nous devenons des sacs de produits chimiques régis par des impulsions électriques et des hormones. Une partie de notre irrationalité est simplement aléatoire ou carrément stupide, mais une grande partie est organisée autour de schémas spécifiques de pensée magique qui défie la réalité.



Nous avons appris, au fil du temps, à maîtriser notre propension à la pensée magique dans certains domaines, mais nous ne pourrons jamais l'éliminer complètement. Même dans des domaines technologiques tels que l'énergie nucléaire, nous pensons comme par magie qu'il est possible de concevoir un ensemble de procédures d'opération telles que rien de sérieux ne se produira jamais, le tout donnant des catastrophes tels que Tchernobyl et Fukushima.

Dans de tels domaines basés sur la science, la magie dans notre pensée provient en grande partie de l'erreur de penser que ce qui peut être capturé sur le papier ne peut jamais servir de représentation complète et précise de la réalité physique en dehors de conditions soigneusement contrôlées. Dans de telles conditions, nous pouvons contrôler le caractère aléatoire en utilisant la loi des grands nombres, nous donnant des circuits de transistors dans lesquels des distributions aléatoires d'électrons créées par tunnel quantique nous permettent de construire des dispositifs informatiques parfaitement déterministes produisant des résultats uniformes pour le même ensemble d'entrées, à chaque fois. Cette capacité parfaitement rationnelle nous permet de constituer une économie totalement numérique.

Mais notre foi dans la durabilité de l'économie numérique est irrationnelle. Elle est brutalement stoppée dès qu'il y a une coupure de courant, et notre foi dans sa capacité à persister repose sur

la pensée magique que le réseau électrique restera en place pour toujours. Ce faisant, nous négligeons d'apprécier le faible contrôle sur le domaine physique. Des tremblements de terre, des tsunamis, des pandémies, une éjection de masse coronale bien ciblée, une seule arme nucléaire nord-coréenne dans la stratosphère au-dessus de l'Amérique du Nord, quelques missiles autour du détroit d'Hormuz ou d'autres événements prévisibles ou imprévisibles pourrait faire en sorte que l'argent numérique, les cyber-devises et le reste de l'économie numérique disparaissent dans une grande partie du monde.

Les questions de foi sont proprement reléguées dans le domaine de la religion, et la religion repose sur l'hypothèse que ce qui est capturé sur le papier ou dans un rituel est largement exempt de contraintes rationnelles, ouvrant un vaste champ de magie habité par des personnes qui peuvent « voir » le futur (prophètes), des vierges qui donnent la vie, des gens qui ressuscitent et montent au ciel, ainsi que des tas de guérisons miraculeuses, d'apparences fantomatiques, d'icônes qui pleurent des huiles odorantes, des hommes saints qui vivent seuls sur des tapis de prière et tout ce que vous voudrez d'autre. Comparée aux produits magiques du domaine scientifique, la religion est beaucoup plus durable, puisque le seul équipement nécessaire à son fonctionnement continu est un peu de matière grise entre les oreilles de ses croyants.

Les religions organisées utilisent des techniques éprouvées pour contrôler quelles sortes de pensées magiques sont requises, lesquelles sont autorisées et lesquelles sont considérées comme hérétiques. Un petit conte très mignon appelé « Credo » en latin commence par « Je crois en Dieu, le père tout-puissant ... » et inclut des références à la résurrection de Jésus, à sa naissance d'une vierge nommée Marie, etc. Si vous essayez d'appliquer la méthode scientifique à ce conte, vous allez vite rencontrer quelques difficultés.

Supposons que vous vouliez prouver que la résurrection des morts après la crucifixion est physiquement possible, bien que rare. Vous auriez besoin d'un très grand échantillon de Jésus pour les crucifier, les enterrer et attendre trois jours pour voir s'ils surgissent d'entre les morts. Il est peu probable que vous trouviez suffisamment de volontaires pour produire un résultat statistiquement significatif, et aucun comité d'éthique médicale n'approuvera jamais votre expérience. En ce qui concerne la résurrection des morts, en tant que scientifique, vous ne pourrez jamais aller au-delà de la formulation de l'hypothèse plutôt inintéressante selon laquelle cela est tout à fait improbable. Mais la naissance d'une mère vierge est une question entière. Avec un échantillon de sperme et une seringue, une femme en pleine ovulation peut être mise enceinte sans endommager l'hymen. Un miracle!

En matière de foi, la politique se situe quelque part entre la science et la religion. D'une part, le droit divin traditionnel des rois est d'origine religieuse ; d'autre part, ce droit divin est plutôt inutile lorsqu'il s'agit de combattre les armées d'autres rois sur le champ de bataille, mais la science militaire rationnelle l'est certainement. Dans les temps modernes, il faut souvent croire que les démocraties représentatives majoritaires poursuivent les causes de l'égalitarisme, de la justice ou de tout autre idéal qu'elles prétendent embrasser.

Les systèmes politiques (autres que théocratiques, comme en Iran) manquent de l'élément mystique de la religion et ne peuvent donc pas forcer tout le monde à croire en les menaçant d'excommunication (qui est automatiquement réinterprétée comme une oppression politique). Il y a aussi l'élément du conditionnement opérant : si un certain comportement (voter) ne

parvient pas à produire la réponse souhaitée (respect des promesses de campagne), le stimulus (campagne politique) ne parvient finalement pas à produire la réponse souhaitée (se présenter pour voter) .

Les États-Unis ont particulièrement progressé dans cette voie. Des votes, des promesses de campagne, des plates-formes de parti, rien que pour les apparences. Les véritables batailles politiques se déroulent dans les coulisses avec de gigantesques sacs d'argent, tandis que les avocats tentent de s'écharper pour offrir un spectacle divertissant. Au moment où j'écris ces lignes, les résultats de l'élection présidentielle précédente semblent dépendre de la question extrêmement importante de savoir quels fonds peuvent légitimement être utilisés par un candidat à la présidentielle pour payer des prostituées. Les fonds de la campagne politique seraient convenables à cette fin, tandis que l'utilisation de fonds privés provenant de son entreprise constituerait une infraction imprescriptible. Si vous vous demandez quelle est cette odeur, ce n'est que le refoulement de la « démocratie » américaine. Veuillez mettre vos masques à gaz.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir une confiance aveugle dans le domaine politique pour les citoyens dans leur ensemble, il est toujours possible de forcer les membres des partis politiques et des factions à accepter diverses formes de pensée magique de peur d'être ostracisés. Ici, la principale technique consiste à forcer les gens à accepter un contre-fait comme étant la vérité. Les humains sont câblés pour la coopération, et l'instinct de coopération suscite souvent le conformisme, la mimique et l'hypocrisie. Il a été démontré expérimentalement que si vous mettez un certain nombre de comparses dans une pièce, montrez au sujet expérimental une image d'un carré et prétendez qu'il s'agit d'un cercle, et si tous les compagnons concordent à dire que c'est un cercle au lieu de la bonne réponse, qui est : « Idiots! Je pars tout de suite et n'essayez jamais de me reparler! ».

Christine Hallquist, le candidat transgenre du parti démocrate au poste de gouverneur de l'État du Vermont, est un exemple contemporain de carré appelé cercle. Basé sur le « test du canard », il s'agit clairement d'un personnage (qui ressemble, marche et parle comme un autre). S'il (ou elle) défilait, un petit garçon, assis sur les épaules de son père, indiquerait sans aucun doute : « Hé, papa, c'est un homme habillé en femme ! ». Là, ce père du Vermont devrait dire « Chut !!! Ne dis pas ça! Si elle dit qu'elle est une femme, alors nous devons dire qu'elle est une femme ! ». Dans une grande partie du pays, un autre père pourrait dire: « Ouais. Fils, c'est ce que nous appelons un pervers. » Et si vous essayiez de le reprendre, il vous traiterai probablement aussi de « pervers », et peut-être même, il vous tirerait dessus.

Mais les deux pères se seraient trompés : cette « perversion » en particulier semble être de nature politique plutôt que sexuelle, et le changement de genre est probablement ce qui l'a aidé à participer au scrutin. Cet homme de 62 ans a changé de sexe il y a trois ans après avoir vécu toute sa vie en tant qu'homme marié avec enfants, malgré son chromosome Y et ses caractéristiques sexuelles primaires et secondaires. (Je laisse ses tendances sexuelles de « pervers » de côté.) Habitants du Vermont, votez « carré » ! Euh, je voulais dire « cercle »... désolé ...

Une fois que vous avez une grande partie de l'électorat, avec ses représentants élus et les médias nationaux, conditionnés à accepter qu'un carré puisse être un cercle (et, bien sûr, vice versa!) simplement en vous identifiant en tant que tel, une péniche entière de « Credo »

politique peut se rendre à quai et décharger ses marchandises magiques. « Je crois » que la Russie a annexé de force la Crimée, que Trump a été élu grâce à l'ingérence russe, que des pirates russes ont volé des courriels du serveur DNC, que les forces russes ont abattu un avion de ligne Malaisien, que les Iraniens ont développé des armes nucléaires, que les Syriens ont utilisé des armes chimiques contre leur propre peuple, que les Russes ont utilisé des armes chimiques sophistiquées pour tuer (sans succès) un ancien espion britannique et sa fille ... sachant qu'aucun cas n'a été étayé par des preuves valables, encore moins prouvé devant un tribunal.

Ne pas croire l'un de ces contre-faits entraîne un ostracisme politique : vous ne serez pas financé, diffusé ou publié, et vous perdrez votre emploi. C'est, bien sûr, triste, mais qu'est-ce que cela signifie pour le reste du monde ? Le reste du monde est consterné et pense : « Les États-Uniens ont littéralement perdu leurs testicules. La moitié d'entre eux veulent maintenant être gouvernés par des fées barbues ; les autres les appellent des 'pervers' tout en nettoyant leurs armes de manière compulsive. » Mais le problème est lié à la manière dont cette lacune nationale s'exprime au niveau international. Ce qui dans les temps religieux a abouti à des procès en sorcellerie, l'Inquisition et les excommunications, et ce qui dans la politique intérieure contemporaine aboutit à l'ostracisme et à la persécution, donne lieu, en politique internationale, à des sanctions (en plus de postures militaires inutiles).

Maintenant, les sanctions basées sur des contre-faits sont intéressantes en ce sens qu'elles sont permanentes. Supposons que le pays X ait fait une mauvaise chose (disons, envahi un pays voisin, ou essayé de développer une arme nucléaire ou chimique) et que les États-Unis appliquent des sanctions. Le pays X pourrait alors se retirer de ce pays voisin ou renoncer à son programme d'armement et demander la levée des sanctions. Mais supposons que le pays X soit plutôt sanctionné pour avoir conspiré avec des lézards spatiaux afin de falsifier les résultats du concours Miss America 2016 ? Supposons en outre que les termes des sanctions soient tels que le pays X doit admettre sa culpabilité, capturer les lézards spatiaux et les soumettre à des inspections internationales. Qu'est-ce que le pays X peut faire maintenant ?

Le choix est clair : supposer les sanctions permanentes et travailler dur pour en minimiser les effets. En particulier, s'efforcer de faire en sorte que le pays X ne dépende pas des États-Unis, pour rien d'important, développer une dissuasion militaire suffisamment puissante pour que les États-Unis ne tentent jamais de provocations majeures, développer des relations commerciales et des alliances avec d'autres pays. qui en ont également eu assez des États-Unis et de leurs sanctions, et puis s'asseoir et regarder les États-Unis se faire rôtir dans un fossé enflammé de sa propre création.

Il est parfois possible pour les pays de fonder leur politique étrangère sur des notions idéologiques ou sur des prémisses morales et éthiques. Cela ne peut jamais être fait unilatéralement, mais seulement en formant un consensus international. Pour ce faire, un pays doit être diplomatiquement fort, respecté et capable de conciliation. Une politique étrangère consistant à imposer des sanctions fondées sur des accusations non prouvées et fallacieuses détruit le respect et contrecarre toutes les tentatives de diplomatie fondée sur des principes. Il ne reste plus que la Realpolitik : la diplomatie basée sur des considérations pratiques de circonstances et de facteurs donnés dans le but d'atténuer les risques, de minimiser les pertes et d'obtenir des avantages.

Mais ce que nous voyons actuellement aux États-Unis, c'est que la Realpolitik a pris les devants : les relations internationales, dont l'abandon se traduit par de grands dangers comme un effondrement financier et jusqu'à l'anéantissement nucléaire, sont devenues des questions de politique intérieure visant à forcer tout le monde à admettre que les carrés peuvent être des cercles et vice versa, avec des résultats monstrueux.

Comme le disait [Gilles Deleuze](#): « Ce n'est pas le sommeil de la raison qui engendre les monstres, mais la rationalité vigilante et insomniaque ». Aux États-Unis, il est devenu « rationnel » qu'un certain groupe d'agents politiques détruisent définitivement les relations internationales pour tenter d'obtenir un avantage incertain et éphémère en politique intérieure. Ils ont une élection à mi-mandat à remporter, un président à renverser pour avoir soudoyé des prostituées et une planète entière à perdre. Maintenant, quelle sorte de pensée magique pourrait faire que ce genre de compromis semble « rationnel » ?

[Gros plan et zoom à long terme](#)

Par James Howard Kunstler – Le 13 août 2018 – Source [kunstler.com](#)



Faites attention à ce que vous voyez au premier plan de l'actualité par rapport à ce qui se trouve en arrière-plan. Dimanche, les réseaux câblés étaient en feu au sujet de la trentaine de nationalistes blancs qui défilaient à travers Washington DC – avec des hordes beaucoup plus grandes de combattants de rue, masqués, vêtus de noir, et une armée de flics de DC en gilet anti-émeute vert fluorescent suivant les Antifas et leurs têtes de turcs nationalistes.

L'événement a été annoncé comme une tentative de commémorer l'affrontement qui s'est produit entre ces mêmes concurrents à Charlottesville, en Virginie, il y a un an, dans le tumulte autour des statues confédérées. Ce fiasco s'est terminé par la mort d'une passante nommée Heather Heyer. Pas grand-chose n'a changé depuis lors, sauf peut-être que la Gauche est devenue plus stridente dans ses appels à pénaliser les Blancs pour leurs crimes de « privilège », ce qui a sans doute enflammé davantage l'équipe d'Unité-à-Droite (Et la campagne anti-statue est tombée dans l'oubli).

Il y avait beaucoup de « haine » des deux côtés dimanche. Mais ceux qui attendaient un bain de sang dans le parc Lafayette ont dû être déçus après une longue journée de tension lorsque de

grosses gouttes de pluie se sont abattues sur la zone à l'heure du souper clôturant le spectacle. Les marcheurs Antifas et d'Unité-à-Droite ont dû rentrer chez eux et enlever leurs vêtements mouillés. Au moins, ils ont pu s'entendre là-dessus.

Les présentateurs de la télévision par câble avaient lancé les appels habituels à « l'unité nationale », exhortant le président Trump à sortir de son bunker de golf à [Bedminster](#), New Jersey, pour « rassembler le pays », une proposition tristement sotte. Il n'y a rien pour s'unir à l'intérieur. Il ne reste rien d'une culture commune américaine à part quelques films de Disney et c'est loin d'être suffisant. C'est ce qui se produit lorsque vous optez pour le multiculturalisme comme principe politique numéro un. Il nie automatiquement les valeurs communes, alors pourquoi s'attendre à un accord entre les groupes qui se disputent la domination ?

L'animosité ne fera que s'aiguiser, et cela se produira à cause de choses qui sont en train de se passer en arrière-plan, à savoir, le système financier mondial qui s'effiloche. Certains feux d'artifices ont commencé à la fin de la semaine dernière lorsque la lire turque s'est effondrée. Qui se soucie de la monnaie d'un acteur de second ordre dans l'économie mondiale ? Un grand nombre d'IFIS (« institutions financières d'importance systémique »), aussi connues sous le nom de banques Too-Big-To-Fail. Voilà où on en est. Les actions de la Deutsche Bank ont baissé de plus de 6 % lorsque la lire turque a chuté vendredi.

Le surnom de la Turquie depuis l'effondrement de l'Empire ottoman dans les années 1920 a été l'« [homme malade de l'Europe](#) » et la Deutsche Bank dans l'ère post crash 2008 est largement considérée comme l'homme malade des banques IFIS. Il y a un an, un wagon d'analystes a déclassé son statut jusqu'à « banque mort-vivante ». Son bilan était une grotte ouverte à tous les vents, jonchée de squelettes de mauvais investissements. Si la Banque centrale européenne (alias Allemagne) doit renflouer la DB, tous les paris sont ouverts pour l'euro, qui montrait de sérieux signes de détresse vendredi. Et qui va renflouer la Turquie ? Si le FMI est votre véhicule de choix, alors vous pensez aux contribuables américains. Quoi qu'il en soit, la lire turque n'est qu'une des nombreuses monnaies des marchés émergents dont les mains ont été appelées à la table du poker mondial, où les quatre « [flushs](#) » sont déjà sortis. Le rouble russe en est une autre, au grand plaisir de la faction américaine Détruire-la-Russie-à-tout-prix.

La Chine doit également jouer un tour de passe-passe avec sa monnaie, le yuan. Les singeries tarifaires du président Trump placent le système bancaire chinois face à un mur de problèmes d'insolvabilité tout à fait insolubles et menacent la stabilité du gouvernement à parti unique de Xi Jinping. Le commerce d'exportation chinois est au cœur des arrangements économiques mondiaux actuels. Si vous le sortez de la machine du globalisme, la machine s'arrêtera. Elle va s'arrêter d'une façon ou d'une autre de toute façon, mais la crise de l'automne 2018 va accélérer les choses.

Tout cela se produit parce que le monde entier ne peut pas gérer les dettes qu'il a accumulées, et le monde entier le sait. Et sachant cela, ils savent aussi que leurs monnaies basées sur la dette ne valent rien. Et sachant cela, ils savent aussi qu'absolument tout le monde est fauché et incapable de remplir ses obligations. C'est une connaissance dangereuse. Pour l'instant, cette dynamique semble jouer en faveur des États-Unis, avec la hausse de notre dollar et ce qui reste de la richesse étrangère crédible cherche refuge ici. Mais le moment viendra où cette illusion partira aussi en fumée, et les États-Unis se retrouveront sans les moyens de continuer, comme

tout le monde.

En attendant, nous nous divertissons avec les bouffonneries d'Unité-à-Droite et des Antifas, deux troupes de jeunes qui n'ont aucune idée de ce qu'ils feront de leur vie lorsque la situation économique mondiale se révélera plus désespérée qu'ils ne l'avaient jamais imaginé. La vérité, c'est qu'ils se battront de plus en plus désespérément, non pas pour des abstractions mais pour des miettes de l'histoire.

[MYSTIFICATION:]

L'urgence de concilier voyage et développement durable

Par [Annie Kahn](#) LE MONDE | 31.08.2018

L'impact environnemental, social et sociétal du tourisme est au cœur des Entretiens de Vixouze, consacrés au tourisme du futur, dans le Cantal, les 6 et 7 septembre.

[NYOUZ2DÉS: Annie Kahn est une journaliste, donc ne connaît rien du sujet dont elle parle. 1- le "développement durable" ça n'existe pas. 2- il n'y a rien d'écologique (quoique l'écologie n'est pas le sujet de l'article) dans le fait de voyager, il n'y en a jamais eu et il n'y en aura jamais. Les voyages détruisent l'environnement, point. 3- Nous sommes dans une crise de l'énergie (pic pétrolier du pétrole conventionnel atteint officiellement en 2006) qui va s'aggraver fortement dans un avenir très rapproché. Donc les voyages vont cesser bientôt.]



Un graffiti anti-touristes dans le parc Güell Park, à Barcelone. Certains habitants dénoncent l'afflux massif de touristes, en particulier depuis la location d'appartements illégale QUIQUE GARCÍA/EFE/SIPA

Les messages incitant le voyageur à un comportement vertueux, écologiquement parlant, pullulent désormais dans les établissements touristiques. Dans les salles de bains d'hôtels, des

affichettes alertent le voyageur. « Pour ne pas gaspiller l'eau, seules les serviettes déposées dans la douche seront remplacées », avertit l'hôtelier. Tel autre organisateur se vante de « mettre tout en œuvre pour réduire l'impact du client voyageur sur la planète ».

Mais que vaut cet affichage par rapport à l'impact global du tourisme sur l'environnement ? Pas grand-chose. L'opérateur continuera de proposer des vols multipliant par deux le nombre de kilomètres parcourus, et donc les émanations de dioxyde de carbone, pour arriver à destination, parce que, paradoxalement, c'est ainsi qu'il comprime souvent le prix du trajet, et donc du voyage.

Si « 60 % des consommateurs se considèrent comme engagés dans leur mode de vie et de consommation (...), les offres proposées par les géants du tourisme en ligne ne traduisent que rarement leur quête de sens », estime Laurent Bougras, directeur de la centrale de réservation FairBooking dans *Les Grandes Tendances du tourisme d'aujourd'hui et de demain*, du *Cahier-tendances* publié par le Welcome City Lab, plate-forme d'innovation consacrée au tourisme urbain, la Direction générale des entreprises (DGE), Paris & Co et la Mairie de Paris. Les initiatives relevant du « tourisme équitable et responsable » n'ont pas fait tache d'huile. Pour l'instant du moins.

8 % des émissions de gaz à effet de serre

Or, les dégâts provoqués par le tourisme jouent non seulement contre la planète, mais aussi contre ce secteur économique même. Il est donc vital de réconcilier les deux. Raison pour laquelle les Entretiens internationaux du tourisme du futur, qui auront lieu du 5 au 7 septembre, au château de Vixouze (Cantal), et dont *Le Monde* est partenaire, vont porter prioritairement sur les stratégies à définir et les moyens à mobiliser pour un tourisme plus écologique à horizon 2030-2050.

Il y a urgence. L'empreinte carbone du tourisme a augmenté de 15 % entre 2009 et 2013, pour atteindre 4,5 milliards de tonnes de CO₂ émises, soit 8 % des émissions globales de gaz à effet de serre, selon une étude réalisée par des chercheurs de l'université de Sydney (Australie), publiée le 23 mai dans la revue *Nature Climate Change*. Et les populations des pays les plus visités commencent à se rebeller contre l'afflux de touristes perturbateurs.

Parallèlement, ce secteur pèse 10 % du PIB mondial et de l'emploi, avec 292 millions de collaborateurs en 2017, selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme. Il est donc essentiel à l'économie, et tant les responsables politiques que les entrepreneurs du secteur souhaitent le promouvoir encore davantage. Les voyages internationaux ont dégagé un chiffre d'affaires global de 1 137 milliards d'euros en 2017, selon l'Organisation mondiale du tourisme. Et la France reste le pays le plus visité au monde, avec une arrivée de 87 millions de touristes étrangers dans l'Hexagone en 2017, selon la DGE. A ce chiffre, il faudrait ajouter les 120 millions d'« excursionnistes », c'est-à-dire de personnes qui passent une journée dans le pays, souligne Christian Mantei, directeur général d'Atout France.

« Tourismophobie »

Mais, les nuisances engendrées se retournent contre l'activité elle-même. A terme, le réchauffement climatique ne pourrait-il pas porter un coup fatal aux stations de montagne, tant

l'hiver, quand les canons à neige sont un pis-aller fort peu écologique, que l'été, quand le réchauffement provoque chute de séracs et de pierres ? Que deviendront les pays réputés pour leur ensoleillement quand les températures atteindront des niveaux difficiles à supporter ?

Aux atteintes dues au dérèglement climatique s'ajoutent les détériorations de sites et monuments, les déséquilibres sociaux et sociétaux. Les habitants des régions visitées supportent de plus en plus mal ces afflux de touristes pollueurs, bruyants, qui font monter les prix des loyers au point que les résidents à l'année n'arrivent plus à se loger dans la région qui les emploie.

Ce phénomène a désormais un nom : la « tourismophobie ». Un mal qui sévit sur tous les continents : à Venise, à Barcelone, en Grèce, mais aussi sur le site du Machu Picchu (Pérou) ou dans les îles thaïlandaises, rappelle le cabinet de conseil McKinsey dans une étude consacrée à la gestion de la surpopulation dans les destinations touristiques. La tourismophobie a pour l'instant épargné la France, observe M. Mantei. Mais, « *d'ici à cinq ans, nous devons la gérer* », ajoute-t-il.

Certains acteurs du secteur ont compris qu'il est nécessaire, voire opportun, d'intégrer les impératifs de développement durable dans leur stratégie. Des hôteliers utilisent les caractéristiques pro-environnementales de leur établissement comme argument de vente.

Au Mob Hôtel de Saint-Ouen, en banlieue parisienne, le toit est ainsi devenu un jardin potager entretenu par des habitants du quartier. D'autres n'hésitent plus à mettre des dortoirs dans leur offre d'hébergement, ce qui a pour avantage de réduire l'empreinte au sol par lit proposé, tout en mettant sur le marché une offre à bas prix, longtemps l'apanage des auberges de jeunesse. Quelques restaurateurs surfent sur la vague bio, voire locavore. Mais ils restent très minoritaires.

Il ne reste plus qu'à espérer du retour de bâton citoyen une incitation à un développement durable du tourisme dont les acteurs œuvrent à faire mieux connaître la planète Terre de ses habitants, où qu'ils soient.

[MYSTIFICATION:]

La croissance, engrais toxique des sociétés hors-sol

31 août 2018 / Ernest London Reporterre

[NYOUZ2DÉS: les constats sont excellent, les solutions complètement bidon.]

Dans « La Tragédie de la croissance », Gilbert Rist démontre combien ce dogme à la vie dure conduit le monde dans l'impasse, au bénéfice de quelques-uns. Des échappatoires existent, comme celle des « communs ».

Gilbert Rist, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, partage le constat que les sociétés modernes s'obstinent dans la voie de la croissance tout en niant ses conséquences sociales et environnementales qui conduisent à la destruction des conditions de la vie humaine sur terre. « *Chacun comprend aisément qu'une croissance infinie dans un monde fini est impossible tout en agissant comme si cela n'était pas vrai.* » Il dénonce et critique le paradigme économique dominant responsable de l'engouement universel pour la croissance puis propose d'anticiper la société de l'après-croissance, afin d'échapper au découragement ou au repli sur soi.

Il remonte aux sources de la pensée économique dominante et montre comment les préoccupations européocentriques de ses fondateurs se sont imposées avec arrogance comme un impérialisme théorique à validité prétendument universelle et continuent de s'affirmer de manière prédatrice dans ce qu'il est convenu d'appeler les relations Nord-Sud. De la même façon, l'invention de l'économie politique, concomitante de la révolution industrielle, permet de décrire les mécanismes de production avec la division du travail, source de la valeur, en établissant que les ressources de la nature sont gratuites. Ces premiers économistes, afin de donner à leur théorie une apparence scientifique, l'ont dotée de concepts empruntés à Newton : « *masse* » monétaire, « *balance* » des paiements, « *équilibre* » du budget, « *vitesse* » de circulation de la monnaie, « *élasticité* » de l'offre et de la demande, termes censés donner aux « *lois* » qu'ils énonçaient la même validité que celles qui gouvernent l'univers.

La transition remet en cause l'autorité de la classe dominante

Cependant, la science a évolué sans que leurs successeurs en tiennent compte. Ainsi, la seconde loi de la thermodynamique énonce que « *dans tout système clos, l'énergie dite utile (ou disponible) diminue de manière irréversible et se transforme inéluctablement en désordre (entropie)* ». Ils ont également confondu dans leur raisonnement les ressources biotiques, qui proviennent de fonds et se reproduisent (à condition d'être entretenues) et les ressources fossiles, qui reposent sur des stocks et ne sont pas renouvelables. « *L'objet de l'économie ne concerne pas des transactions monétaires mais l'usage et la dissipation de l'énergie-matière.* »

Le passage d'un paradigme en état de crise, dont la longévité rappelle davantage la permanence des dogmes religieux que la variabilité des théories scientifiques, à un autre paradigme, n'est pas cumulatif. C'est pourquoi cette transition suscite des réticences et des oppositions parce qu'elle bouleverse les manières de penser et qu'elle remet en cause l'autorité de la classe dominante, déterminée à continuer d'accumuler des profits au mépris de l'égalité sociale et au détriment de la Nature. Des sommes considérables sont dépensées pour que l'opinion publique persiste, contre l'évidence, à ne pas croire que le changement climatique soit la conséquence de l'emballement du système productiviste. Des « *droits à polluer* » sont négociés dans le cadre du protocole de Kyoto signé en 1997 — sauf par les États-Unis, la Chine et l'Inde —, reconnaissant les nuisances et taxant les pollueurs mais sans entraver la croissance économique. Des « *biobanques* » ont été créées pour « *sauver la Nature* » en la transformant en marchandise par un mécanisme de compensation.



« L'objet de l'économie ne concerne pas des transactions monétaires mais l'usage et la dissipation de l'énergie-matière.

La viabilité du paradigme économique ne dépend pas de la viabilité des effets qu'il produit dans la société et sur l'environnement mais d'un jugement politique. L'État est incapable de jouer le rôle d'arbitre mais relaye les intérêts des entrepreneurs et des financiers. L'équilibre instable se maintient par des taux d'intérêt négatifs, des emplois précaires et de moins en moins rémunérés complétés par une « *ubérisation* » rampante de nos vies, tandis que les spéculateurs amassent des fortunes avec de l'argent qu'ils ne possèdent pas, tout en pratiquant l'évasion fiscale légale à grande échelle.

L'objectif final n'est pas la justice mais le profit

Gilbert Rist rappelle qu'Adam Smith comme David Ricardo, les « *pères fondateurs de l'économie* », n'envisageaient pas une croissance illimitée et imaginaient plutôt que l'on s'acheminerait vers un état stationnaire. John Stuart Mill estimait que, l'existence matérielle étant assurée, on pourrait cultiver l'art de vivre après avoir renoncé au souci d'accumuler des richesses. Aujourd'hui, la croissance passe pour nécessaire non pas tant pour accroître le bien-être collectif qu'au prétexte de créer des emplois. Il aura fallu deux guerres mondiales entrecoupées par la crise de 1929 pour que se mettent progressivement en place des mécanismes de redistribution pilotés par l'État ou par des assurances sociales. Puis, l'augmentation de la productivité a entraîné un basculement idéologique, le retour d'un capitalisme aspirant à « *jouir sans entraves* ». L'objectif final n'est pas la justice mais le profit, dont la croissance n'est que le moyen mais présentée comme une fatalité. L'auteur explique comment elle repose sur la propriété privée.

Même s'il vient de citer des études anthropologiques menées auprès de sociétés humaines non contaminées par le capitalisme et montrant que celles-ci ignorent l'axiome de l'égoïsme intéressé, préférant la confiance mutuelle et la coopération, Gilbert Rist débute la seconde partie de son ouvrage — dans laquelle il propose quelques solutions — en affirmant que la

propriété privée ne disparaîtra pas et qu'il y aura toujours des marchés, mais qu'il s'agit de réguler leur poids relatif. On regrettera son rejet d'emblée de toute alternative au capitalisme, qu'il juge inévitable, limitant ainsi considérablement le champ des possibles. On appréciera toutefois son honnêteté à préciser que Benoît Hamon fut, selon lui, le seul candidat en 2017 « à s'engager sur des thèmes susceptibles d'anticiper une nouvelle forme de société », même si ce bref passage n'était aucunement nécessaire pour sa démonstration.

« Un autre type de société qui ne serait plus hors-sol mais bien enchâssée dans la biosphère »

Puisque la croissance est le problème et non pas la solution, il convient « d'imaginer les caractéristiques d'un autre type de société qui ne serait plus hors-sol mais bien enchâssée dans la biosphère, qui constitue le cadre naturel de l'ensemble du monde vivant ». Pour cela, Gilbert Rist propose de restaurer les communs, qui sont certainement bien antérieurs à la propriété privée. Tandis que le service public est disponible pour tous sans que personne ne soit exclu de l'avantage qu'il procure, « le commun est une construction politique, une forme d'autogouvernement, qui combine la coactivité et la codécision et qui assure la reproduction de la ressource ». L'auteur suggère de rendre le monopole de la création de la monnaie à la banque centrale alors que 90 % de la monnaie en circulation est désormais créée par les banques privées, et d'envisager le « défaut souverain » pour s'extirper du carcan de la dette [1]. Gilbert Rist préconise la multiplication des chaînes de solidarité spontanée, de collaboration et d'entraide, qu'Orwell appelait « *common decency* » et qui rendent possible le vivre-ensemble, car une « *société de marché* » est un marché sans société, tant celui-ci constitue le degré zéro du lien social. Rist s'intéresse aussi aux démarches qui tendent à accorder une reconnaissance et un statut juridique à certains éléments naturels, comme les Constitutions équatorienne et bolivienne, qui accordent des droits à la Pachamama, la « *Terre-Mère* ». L'économie doit devenir un sous-système de l'écologie parce que celle-ci constitue la base réelle de celle-là.

Très clairement, Gilbert Rist défend une vision régulatrice qui ne manquera pas de faire débat, n'en doutons pas. Il croit, sans interroger d'autres voies, à la toute-puissance de l'État pour réformer. Son état des lieux n'en demeure pas moins un modèle de vulgarisation, à la fois abondamment nourri et extrêmement accessible.



La Tragédie de la croissance. Sortir de l'impasse, de Gilbert Rist, [éditions les Presses de Sciences](#)

Démission de Nicolas Hulot : l'échec de l'écologie politique ?

Clément Fournier e-RSE.net 28 août 2018

[NYOUZ2DÉS: la politique et l'environnement sont et seront toujours des ennemis, parce que la politique a pour mission de détruire notre planète (permettre de transformer les ressources naturelles en biens et services) pour servir les intérêts des peuples (des électeurs). Est-ce que Clément Fournier (le perroquet autiste) vous l'expliquera?]



Et si la démission de Nicolas Hulot, ministre et personnalité emblématique du monde de l'écologie, signifiait l'échec de près de 50 ans d'intégration progressive de l'écologie dans le discours politique global ?

Le mardi 28 août 2018, la démission de Nicolas Hulot, ministre de l'écologie et pièce maîtresse du gouvernement d'Emmanuel Macron sonnait comme un coup de tonnerre de la rentrée politique. Personnalité appréciée des Français, défenseur médiatique des causes écologiques depuis plusieurs décennies, Nicolas Hulot incarnait pour le gouvernement un symbole : celui d'une vraie prise en compte de l'écologie dans l'action politique.

Mais cette démission, au terme d'à peine un an de mandat, montre sans doute qu'après plus de 50 ans d'existence l'écologie politique a fini par se diluer complètement dans les arbitrages politiques. Et si cette démission symbolisait l'échec du discours écologique dominant ? Et si elle nous incitait à repenser notre rapport politique à l'écologie ? Décryptage.

L'écologie en politique : l'histoire d'une intégration toute progressive



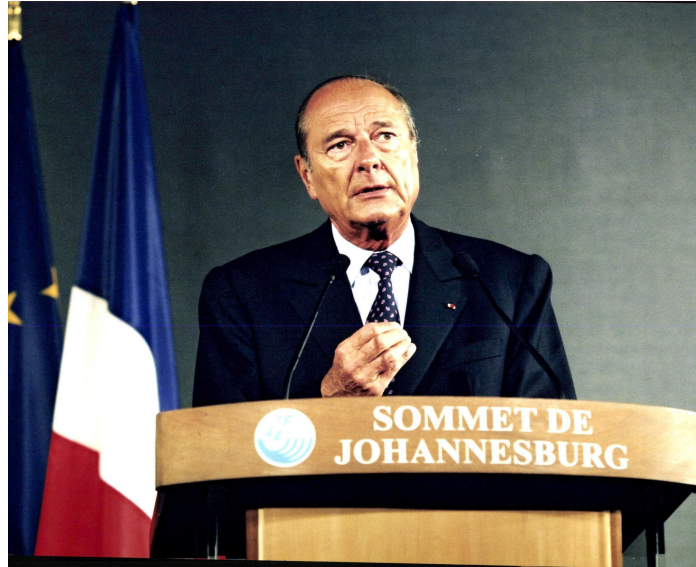
René Dumont en 1974

L'écologie, en France, n'est réellement un sujet politique que depuis une cinquantaine d'années. Précisément, c'est au début des années 1970 que les premières revendications politiques autour de l'écologie commencent à émerger en France. À l'élection présidentielle de 1974, plusieurs groupes écologistes commencent à émettre l'idée de présenter un candidat portant les sujets écologiques. C'est ainsi que pour la première fois, René Dumont est candidat à l'élection présidentielle autour d'un programme entièrement axé sur l'écologie. L'intérêt du public et des médias est alors assez fort pour ce candidat qui porte un projet à l'opposé ou presque de tous ceux des grands partis politiques : rejet de la voiture, en pleines Trente Glorieuses, altermondialisme, rejet du capitalisme agressif. Le candidat ne récolte que 1.3% des voix, mais réussit le coup médiatique de faire parler d'écologie dans le monde politique, qui jusque-là s'y intéressait peu, voire pas du tout.

Cette naissance du mouvement écologiste en politique sera suivie d'une histoire assez tumultueuse : de multiples courants animent l'écologie politique française, avec des représentants variés. Brice Lalonde ou Antoine Waechter représenteront ce mouvement hétéroclite dans les années 1980 : Brice Lalonde obtiendra même plus de 3% des suffrages à l'élection de 1981. Dans les années 1990 ce seront des figures comme Yves Cochet, Dominique Voynet ou encore Daniel Cohn-Bendit qui seront à la tête des mouvements écologiques. Mais durant toute cette période, l'écologie reste surtout l'apanage de ces petits partis spécialisés qui ne font pas vraiment recette sur le plan électoral. Le discours politique dominant, lui, à gauche comme à droite, se saisit encore assez peu de ces questions. En bref, l'écologie reste une question politique assez marginale. La preuve, depuis sa création en 1971, le poste de Ministre de l'Environnement est assez anecdotique : sous certains gouvernements, il n'est qu'un secrétariat d'Etat, voire une délégation ministérielle, mais cela reste dans tous les cas un poste politique de seconde importance.

Mais les choses changent à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La proximité de la pensée écologique avec certains aspects de la pensée de la gauche dite « de gouvernement » (la gauche traditionnelle et notamment le PS) crée des ponts politiques entre les petits partis écologistes et les grands partis de gauche. Des alliances politiques commencent à se créer avec ce que l'on appellera la « gauche plurielle », qui sera même représentée au gouvernement avec le mandat de Lionel Jospin, en cohabitation avec Jacques Chirac. À partir de ce moment-là, le monde politique commence à prendre conscience (notamment à gauche) que l'écologie est un sujet politique de plus en plus important avec un électorat non négligeable. Noël Mamère, candidat écologiste en 2002 obtient d'ailleurs le meilleur score pour un candidat écolo à l'élection présidentielle avec plus de 5.8% des voix. Désormais, la pensée écologique commence à devenir, très progressivement, un sujet politique général.

La prise en compte politique globale de l'écologie



Jacques Chirac en 2002 au Sommet de Johannesburg

Tous les partis se mettent alors à parler d'écologie : Jacques Chirac, en 2002 se saisira de la question écologique lors du Sommet de Johannesburg avec sa célèbre déclaration « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Le président de l'époque donnera d'ailleurs en partie ses lettres de noblesse au ministère de l'environnement, d'abord en créant pour la première fois un poste de Ministère de l'Écologie à proprement parler, et en le confiant à des figures fortes du mouvement écologiste : Yves Cochet, Dominique Voynet ou encore Corine Lepage.

Sous le mandat suivant, avec Nicolas Sarkozy, le Ministre de l'Écologie (Alain Juppé) devient même Ministre d'Etat, afin de signifier l'importance de cette question dans la politique générale. C'est aussi Nicolas Sarkozy qui organisera les Grenelles de l'Environnement. Même chose sous le mandat de François Hollande, sous le quinquennat duquel l'écologie prendra une place centrale dans le discours politique. Il confie le ministère à une proche (Ségolène Royal), organise la COP21 et intègre même des écologistes dans son gouvernement.

Bref, depuis 20 ans, tous les politiques, tous bords confondus, se sont mis à s'intéresser et à parler d'écologie. Cette évolution est le résultat d'un double mouvement : d'abord le tout début de prise de conscience citoyenne, qui a fait de l'écologie un sujet politique porteur électoralement, et ensuite, l'ouverture politique des partis écologistes à des alliances avec les grands partis de gouvernement. Résultat : aujourd'hui, l'écologie n'est plus un parti politique, elle est intégrée aux discours de tous les partis politiques.

Pour le gouvernement actuel, la présence de Nicolas Hulot au gouvernement symbolisait cette intégration politique de l'écologie. Elle était une manière de montrer symboliquement l'importance accordée à l'écologie (au moins sur le papier), en confiant cette fonction à une personnalité faisant autorité sur la question.

Une démission qui marque l'échec d'une intégration bancaire de l'écologie en politique



Emmanuel Macron lors du One Planet Summit

Le problème, c'est que par essence, l'intégration de l'écologie à l'intérieur de tous ces discours politiques était bancaire, depuis le début. L'écologie politique s'est construite sur une critique assez forte du système politique et économique dominant : une critique de l'économie de marché, une critique des indicateurs comme la croissance du PIB, une critique de la consommation de masse. L'ensemble des données scientifiques traitant de la crise écologique laissent penser que c'est notre modèle de production, notre modèle économique, qui pose problème sur le plan écologique. Initialement, c'est en s'opposant à ce système, à ce paradigme, et en lui proposant une alternative que l'écologie politique prétendait lutter contre la crise écologique.

Aujourd'hui, l'écologie politique n'est plus structurée par cette dialectique. Elle est devenue une dimension habituelle de tous les discours politiques, qu'ils s'opposent ou non au système économique dominant, qu'ils cherchent ou non à le transformer vraiment. Les discours de l'écologie se sont donc transformés : alors qu'il y a 30 ou 40 ans ils invitaient à changer le monde, à transformer nos modes de vies, à revoir nos modes de production, ils sont aujourd'hui structurés par l'idée que l'on peut faire de l'écologie sans changement drastique, sans transformation profonde de la société, sans sacrifice dans nos modes de production ou de consommation, que l'on peut changer sans changer, ce qui est évidemment faux. En s'intégrant aux discours politiques de tous les partis, l'écologie s'est finalement dépolitisée, diluée dans une sorte d'ambiguïté que la démission de Nicolas Hulot nous permet aujourd'hui de toucher du doigt.

L'écologie devrait en théorie vouloir tout transformer : de nos modes de production à nos modes de consommation, nos habitudes de transport, nos façons de concevoir la ville, l'habitat, nos pratiques de consommation alimentaires. Pourtant, elle est aujourd'hui essentiellement portée par des partis ou des courants de pensée qui ne veulent pas changer les choses (ou plus exactement, qui n'ont pas vraiment les marges de manoeuvre pour le faire). C'est ce qui se passe probablement dans le cas du rapport qu'entretenait Nicolas Hulot avec le gouvernement : il aurait voulu changer les choses, avoir plus de moyens, mais la gestion budgétaire ne le permettait pas. Il aurait voulu transformer l'agriculture, mais la crise agricole et la compétition internationale rendaient ce changement difficile. Il aurait voulu transformer l'économie, mais

les contraintes d'emplois et de croissance semblaient prioritaires. Résultat : Nicolas Hulot a du, comme il le dit « s'accommoder de petits pas », faire des concessions, « être patient ». Sauf que la situation exige l'urgence.

L'écologie des arbitrages contre l'écologie radicale : dilemme de l'écologie politique



C'est là le dilemme permanent de l'écologie politique : choisir entre la radicalité des positions et les arbitrages et concessions. Choisir de faire des concessions et des arbitrages a l'avantage de permettre d'avancer, petit à petit. Certes trop lentement, mais au moins enclencher quelque chose. Proposer une écologie politique globale, radicale, structurante, un changement de société général a l'avantage de la cohérence, mais elle se heurte à une difficulté électorale majeure et de fait, à l'impossibilité de sa mise en place.

Si la démission de Nicolas Hulot symbolise certainement les manques et les retard de l'ambition écologique du gouvernement actuel, elle symbolise donc aussi l'échec de l'écologie en tant que mouvement politique. Son échec d'abord à avoir su proposer une alternative à la fois suffisamment forte et efficace pour changer les choses et à la fois suffisamment convaincante pour mobiliser plus que quelques pourcents de l'électorat français. Son échec ensuite à s'imposer de l'intérieur dans des forces de gouvernement où elle était, toujours, dans une position ambiguë et bancal. L'écologie ne peut pas être une variable d'ajustement au sein d'une politique globale sans vocation à transformer nos modes de vie. Elle ne peut pas être non plus être reléguée à la marge dans des mouvements politiques qui ne se font jamais élire.

Cet échec est donc aussi et avant tout notre échec en tant que citoyens, de n'avoir jamais su donner à l'écologie l'importance qu'elle mérite au regard de l'urgence, à la fois dans nos modes de vie au quotidien et surtout dans nos choix électoraux. La démission de Nicolas Hulot n'est pas l'échec d'un homme ni celui d'un gouvernement, il est l'échec d'une société à prendre en compte le problème écologique dans son ensemble, et pas seulement en France (qui ne pourrait de toute façon pas faire grand chose seule contre tous), mais partout dans le monde.

Nicolas Hulot vivait au ministère de l'impossible

Michel Sourrouille , Biosphere, 31 août 2018

sur le site des JNE : Être ministre de l'écologie, c'est difficile, parfois insupportable. Je n'aimerais pas être dans la peau de Nicolas Hulot. Son engagement a été pour lui à la fois source de difficultés personnelles et de désillusions répétées. Les couleuvres qu'il a avalées, ce sont aussi les miennes. Tant qu'il était au gouvernement, il n'a pas eu le temps d'éprouver du

plaisir. D'une certaine manière, on sort toujours abîmé de l'antagonisme qui existe entre nos idéaux et la dure réalité de la politique. En tant que ministre, il doit à la fois protéger les loups et protéger les éleveurs. Il n'y avait plus de choix parfait, il fallait mécontenter tout le monde en choisissant entre deux mauvaises solutions.

Le problème global de Nicolas Hulot, c'est qu'il devrait aller à contre-sens de la marche actuelle de la société thermo-industrielle et obtenir pourtant l'arbitrage favorable du 1er ministre, ce qui paraît impossible dans le contexte actuel, libéral-croissanciste. Le problème personnel d'un ministre de l'écologie, c'est qu'il doit éviter d'être contaminé par les habitudes de pensée des autres membres du gouvernement qui pensent majoritairement *business as usual* et croissance à n'importe quel prix. Or l'appartenance à un groupe, ici le gouvernement, implique d'être amené subrepticement à penser comme le groupe. C'est le phénomène de l'interaction spéculaire, agir comme dans un miroir où se reflète autrui, on fait ainsi parce que les autres font de même et s'attendent à la réciprocité. En 1995, Nicolas pouvait écrire : « *Je passais en revue le spectacle politique, médiatique, judiciaire qui souvent nous égare. Ces règles qu'on nous impose, ces opinions que l'on nous dicte, ces notions de réussite dont on nous gave, ces pouvoirs dispersés, chacun rêve d'en abuser. Je me méfie comme de la peste de ces influences sournoises qui diffusent et s'immiscent sans éveiller la conscience. Religieuses, éducatives, idéologiques, elles façonnent le creuset de nos pensées en évitant trop souvent le chemin de la réflexion. Il faut savoir se rebeller contre toutes ces dépendances et conserver son libre arbitre : être rebelle pour choisir ensuite.* » Mais difficile de nager de façon autonome contre le courant dominant. Le troisième problème est temporel. Un ministre de l'écologie ne peut pas tout faire en même temps, il doit donc décider d'un calendrier programmatique, ce qui laissera de côté bien des domaines d'action. De plus il devra gérer en priorité les événements de court terme, ce qui l'empêchera de prendre le temps de préparer le long terme pour les générations futures.

Nicolas Hulot savait tout cela, c'est un homme aguerrri par des expériences multiples, et tous les ministres de l'écologie ont dénoncé la difficulté de la tâche. Les prédécesseurs de Nicolas Hulot forment un florilège de ministres en difficulté, si ce n'est en perdition. Le premier de nos ministres, délégué à la Protection de la nature et de l'Environnement (Robert Poujade), est nommé en janvier 1971. Dans son livre-témoignage, *Le ministère de l'impossible* (Calmann-Lévy, 1975), il s'appuyait sur sa propre expérience pour montrer l'impossibilité d'une politique écologique au sein d'un gouvernement obnubilé par le PIB. « *C'est intéressant, votre ministère. Il ne devrait rien coûter à l'Etat* », entend-il dès son arrivée. « *Vous n'aurez pas beaucoup de moyens. Vous aurez peu d'action très directe sur les choses.* » prévient le président de la République Pompidou (...)

Ce livre est en fait la chronique d'une démission annoncée tant la tâche d'un ministre écolo est surhumaine. Pourtant l'urgence écologique imposait à Nicolas de ne pas baisser les bras. En matière d'engagement politique, l'important n'est pas de réussir, mais de participer. Qu'il soit remercié pour son courage. Même si certains de ses actes sont à débattre, il n'a jamais changé d'avis sur les sujets essentiels. Il n'a été ni naïf, ni angélique. Il a été obligé d'avancer pas à pas, mais il n'a jamais reculé de son plein gré. Au fond j'admire Nicolas Hulot qui a persisté à jouer assez longtemps une partie perdue d'avance.

extraits de l'épilogue du livre de Michel Sourrouille à paraître début octobre prochain,

« *Nicolas Hulot, dans la peau d'un ministre écolo* ».

MENSONGES...

31 Août 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il y en a qui ne suivent pas sur le blog.

J'ai souvent répété que l'économie en général, l'énergie en particulier, c'était le domaine du mensonge. Quand à la politique, il suffit de regarder [Macron](#) pour comprendre que c'est une affaire de faux derches.

La moitié des français qui avait voté pour lui, vient de le comprendre. Les autres aussi aurait besoin d'une rééducation du cerveau.

[On m'adresse \[NYOUZ2DÉS: lien vers le site de Philippe Gauthier, hahaha!\]](#) des articles disant que ce ne sont que des Pinocchios, mentant effrontément, pendant que leur nez s'allonge sans mesure .

Bien sûr que non, les USA ne sont pas le premier producteur de pétrole. Parce que la Russie et l'Arabie Séoudite ne décomptent pas les condensats dans leur production, et que les USA, si.

De plus, quand il faut 4 ans pour connaître la véritable production, il y a problème.

Même les producteurs ne connaissent qu'avec retard leur production, alors, un organisme collecteur, lui, ne le connaîtra que plus tard, et quand il leur demande, c'est le cadet de leurs soucis.

On vient de s'apercevoir que paralyser l'Iran, et faire tomber sa production à zéro, c'était impossible, que cela propulserait les prix, créerait une récession et l'écroulement des prix du pétrole...

[Le chaudron de la sorcière bout.](#)

11 millions de barils débloqués des réserves stratégiques US ? C'est le comble du ridicule. En quantité. Par rapport à la consommation journalière mondiale, c'est de quoi mouiller le briquet.

Il y a quelques années, je suivais la production de logements aux USA. En instantané, ça remontait toujours. On passait de 1 150 000 à 1 200 000. Puis à la révision du mois suivant, ce n'était plus que 1 050 000. Ce qui permettait une nouvelle "remontée", à 1 100 000 peu de temps après, corrigé un mois plus tard à 1 000 000.

Mais à chaque fois, on nous claironnait la fin de la crise immobilière. Mon oeil (pour ne pas citer une autre partie de mon anatomie, plus charnue).

Après, comme aux USA, ne restera plus que la guerre civile.

SECTION ÉCONOMIE



E-meute.com: "L'alerte des pays émergents maintenant déclenchée !"

24/08/2018 / 22:46:52 / 9 commentaires / 4 781 vues



Philippe Béchade: "Ce qui caractérise l'année sur les marchés, ce sont les 1000 milliards \$ de rachats de titres aux USA"

Publié le 29 août 2018 à 19:11:40 / 1 commentaire / 945 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Mourtaza

Asad-Syed, directeur... Lire la suite

Make America Great Again (MAGA) ? Pas avec toute cette dette !

Rédigé le 31 août 2018 par [Bill Bonner](#)

Les statistiques – qui mesurent surtout des dépenses de consommation financées par la dette – ne dresse pas un tableau économique réaliste.

Dans Reuters cette semaine :

« La croissance économique américaine a été légèrement plus forte qu'initialement prévu au deuxième trimestre, enregistrant sa meilleure performance en près de quatre ans : les entreprises ont accru leurs dépenses en logiciels pendant que les importations déclinaient.

Le produit intérieur brut a augmenté au rythme annualisé de 4,2%, a déclaré mercredi le département du Commerce dans sa deuxième estimation de la croissance du PIB pour le trimestre avril-juin. C'est une légère hausse par rapport au rythme d'expansion de 4,1% rapporté en juillet, et c'est le taux le plus rapide depuis le troisième trimestre 2014.

Mais la croissance robuste au deuxième trimestre a peu de chance d'être durable étant donné les facteurs de croissance ponctuels comme la baisse d'impôts à 1 500 milliards de dollars, qui a stimulé les dépenses de consommation après un premier trimestre morose ».

Nous faisons une pause... et retenons notre souffle. La baisse d'impôts fonctionne-t-elle vraiment ? L'économie est-elle réellement solide ?

Devrions-nous cesser de douter... enfiler une casquette MAGA... et acheter le Nasdaq ?

Et puis... après un moment... nous reprenons nos esprits.

Des plans et des arnaques pour faire circuler de la monnaie bidon

La plupart des actualités/éditoriaux concernant l'économie sont frauduleux, superficiels ou idiots. Les « faits » sont souvent des sottises inventées de A à Z... tandis que les analyses ne sont que du bla-bla plein d'autosatisfaction.

Quelle vérité trouvons-nous dans les chiffres du PIB, par exemple ? Les autorités US « impriment » un dollar... elles le prêtent pour moins que le taux d'inflation des prix à la consommation... puis elles mesurent à quelle vitesse il change de mains.

Qu'est-ce que cela nous apprend ?

Elles ne s'arrêtent pas là, qui plus est. Elles inventent ensuite des plans et des arnaques... encourageant les gens non seulement à prendre cet argent... mais à s'en débarrasser aussi vite

que possible.

La majeure partie du PIB se compose des dépenses de consommation. Donnez aux consommateurs plus de dollars bon marché et le PIB grimpera. Mais est-ce une bonne chose ?

Les dépenses de consommation sont censées mesurer la richesse qui est utilisée... exploitée... passée en pertes et profits. Pas la richesse qui est épargnée et accumulée.

En réduisant les rendements pour les épargnants, les autorités ont également encouragé les dépenses et la spéculation. Le taux d'épargne aux Etats-Unis est proche de ses planchers record, de sorte que les ménages ont moins de richesse réelle.

Non contents de mettre les ménages dans le trou, le gouvernement y a lui-même sauté.

S'il prenait 1% de plus aux contribuables – pour acheter des drones, par exemple, ou embaucher plus d'agents de la sécurité pour les aéroports –, ce serait au moins des sottises honnêtes. Mais cela n'aurait pas d'effet immédiat sur le PIB.

L'argent passe d'une poche à une autre.

On aggrave la situation

Si les autorités empruntent l'argent, en revanche, le PIB grimpe. Mais si une économie pouvait s'enrichir grâce aux emprunts gouvernementaux, il y aurait bien plus d'économies riches dans le monde. En réalité, les plus gros emprunteurs – dont le PIB a été gonflé par des dépenses déficitaires – sont les plus grands désastres.

Ensuite, quand les autorités veulent vraiment mettre le feu à leur PIB, elles réduisent les impôts.

Les consommateurs – ravis d'avoir retrouvé leur argent – le dépensent... produisant ainsi plus de mouvement dans l'économie.

Et nous voilà avec le même tableau, plus ou moins : plus de drones (les dépenses du Pentagone ont grimpé), plus de dépenses de consommation (grâce à la baisse d'impôts) et un PIB qui grimpe de 4% Youpi ! « J'ai déjà rendu sa grandeur à l'Amérique », tweete le président américain.

Mais attendez. Qui va rembourser l'argent emprunté par les autorités ?

Les contribuables qui viennent d'obtenir une baisse d'impôts ? Les consommateurs qui viennent de dépenser le crédit bon marché des autorités ?

Il s'agit au passage des mêmes que ceux qui gagnent aujourd'hui le même salaire, à peu près, qu'il y a 20 ans. Pendant des années, leur revenu réel a stagné ; aujourd'hui – à mesure que l'inflation augmente –, il recule.

Mais attirés par les taux bas des autorités, les consommateurs ont été pris de fièvre emprunteuse et acheteuse.

Les ménages américains devaient environ 6 milliards de dollars en 1998. Aujourd'hui, ce chiffre atteint les 15 000 milliards de dollars.

En tenant compte de l'inflation, la dette a augmenté près de deux fois plus rapidement que les

revenus.

C'est ça qui rendra les Américains plus riches ?

Salaires obstinément en baisse

Et qu'en est-il de la dette gouvernementale ? Tandis que les salaires stagnaient, la dette fédérale a grimpé en flèche, passant de 1 700 milliards de dollars en 1998 à 21 000 milliards de dollars aujourd'hui.

Même en tenant compte de l'inflation, les Américains doivent, collectivement, huit fois plus aujourd'hui qu'il y a 20 ans.

Voyons voir.

Nous avons de nouveaux drones ici ou là. Et plus d'agents de sécurité tripotant nos sous-vêtements. On nous dit que l'économie US se développe (les dollars circulent) à un rythme tout à fait correct. Et il y a abondance d'emplois mal payés et à temps partiel pour ceux qui en veulent.

Mais nous (les consommateurs) devons, individuellement, plus d'argent que jamais. En raison de la dette fédérale, nous devons aussi *collectivement* plus d'argent que jamais. Et nos salaires baissent.

Parallèlement, les plus grands bénéficiaires de la baisse d'impôts sont les entreprises, qui devraient profiter d'environ 1 400 milliards de dollars d'économies fiscales.

Cependant... au lieu d'investir cet argent dans des améliorations, des formations, des emplois et de la production, Goldman Sachs rapporte que les entreprises en consacrent la majorité à racheter leurs propres actions... pour la somme record de 1 000 milliards de dollars cette année.

Les autorités ont compensé leur baisse de revenus en empruntant aux futures générations de consommateurs et de contribuables – sans préciser qui, quand ou comment la dette serait remboursée.

L'informatique prouve que les économistes sont fous

Rédigé le 31 août 2018 par [Simone Wapler](#)

La fiabilité des théories économiques que les technocrates nous obligent à subir est désastreuse. La réalité ne va pas tarder à venir le démontrer.

Qui n'a pas été confronté, en tant qu'utilisateur basique, à un problème informatique dans sa vie ? En dehors de l'irritation, on peut profiter des temps de redémarrage pour réfléchir.

L'informatique est une technique, une science, et pourtant, parfois, les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets.

La matière première de l'informatique n'est pourtant que des 0 et des 1. Quelque chose de très simple : « oui » ou « non », « blanc » ou « noir ». Pas « environ 1 » ou « presque 0 », pas « peut-être », pas « gris ». Binaire.

Des millions de ces couches binaires s'entassent jusqu'à l'utilisateur final qui appuie sur son clavier et regarde son écran. Et au bout du compte, ce même utilisateur qui fait exactement la même chose obtient un résultat différent.

En tant qu'ingénieur, j'ai vécu le début de l'informatique appliqué aux commandes de vol, ce qu'on a appelé la numérisation. Un ordinateur s'intercale entre le pilote et les gouvernes, les moteurs, etc... J'ai demandé comment se calculait la fiabilité d'un logiciel.

Dans l'aéronautique, tout équipement est caractérisé par un taux de fiabilité (ou de défaillance, si vous voulez, mais fiabilité est plus vendeur). La fiabilité des anciens équipements électroniques analogiques était calculée avec des modèles statistiques. Cette fiabilité était ensuite contrôlée empiriquement avec des essais. Enfin, le cumul de l'expérience validait le tout : tel type d'équipement avait accumulé des milliards d'heures de vol sans panne, sans maintenance non-programmée. C'était le sésame qui convainquait le client. Mais un logiciel ? C'était nouveau. Qu'allions-nous annoncer au client ? L'expert de l'époque m'a répondu : « ne te prends pas le chou, tu comptes le nombre de boucles de décisions du programme ». Plus il y en a, moins c'est fiable. Une boucle de décision revient à programmer « s'il se passe ceci, alors tu fais cela ».

Quittons maintenant l'informatique et arrivons dans la « science économique ». Des banquiers centraux prétendent contrôler l'économie en s'appuyant sur des modèles théoriques.

Dans son derniers discours, [Jerome Powell](#) émettait cependant quelques doutes sur les repères dont il se servait, et faisait presque preuve d'une ombre d'humilité :

« Dans les modèles économiques conventionnels, les principales données économiques telles que l'inflation, le chômage et le taux de croissance du PIB fluctuent autour de valeurs qui sont considérées comme 'normales', 'naturelles' ou 'souhaitables'. Le FOMC a choisi 2% d'objectif d'inflation comme une valeur souhaitable. Les autres valeurs ne peuvent pas être observées directement, ni choisies par quiconque. En fait, ces valeurs résultent d'une myriade d'interactions au travers de l'économie.

[...]

Naviguer d'après la position des étoiles peut sembler simple. Toutefois, guider la politique d'après les étoiles, en pratique, a récemment été un défi car nos meilleures estimations de la position des étoiles ont significativement changé. »

Au lieu de « 0 » et de « 1 », la matière de base de la science économique repose sur des milliards de décisions individuelles. Ces prises de décision ne sont pas binaires, elles s'appuient sur des sentiments, de l'expérience du vécu. « Peut-être », « plus tard », « c'est trop cher (pour moi) »... Une infinie palette non pas de gris, mais de couleurs... S'il se passe ceci, X fait cela, mais Y fait autre chose et Z une troisième.

Et les économistes prétendent mettre tout ça en équation, ils prétendent mesurer ces nuances avec leurs statistiques bidons. Mon d'indice inflation, n'est pas celui de mon voisin ; il serait utile d'expliquer aux statisticiens de l'INSEE qu'il est par exemple plus coûteux de se chauffer à Lille qu'à Nice. Ils doivent disposer de mesures de températures fiables.

Les économistes ne font pas que nous donner de fausses informations en se drapant dans leur fausse science. Ils veulent délibérément fausser nos décisions pour agir conformément à leurs

folles théories.

Cela fait plus de 5 000 ans que l'Humanité a découvert qu'il faut limiter le crédit, et plus de 3 000 ans qu'on sait que la multiplication de la monnaie qui ne correspond à aucune richesse réelle conduit à la catastrophe.

Cette fois ne sera pas différente. Sauf que l'ampleur des bêtises est démultipliée par la puissance informatique qui rend les crétins encore plus prétentieux.

Peut-on prévoir l'avenir ?

Rédigé le 31 août 2018 par [Damien Theillier](#)

Aujourd'hui, de nombreux experts prétendent maîtriser les risques avec des outils statistiques mais pratiquent en réalité un charlatanisme mathématisé.

Nous n'aimons pas l'incertitude, nous tentons par tous les moyens de l'écartier, de la dissiper. Pourtant elle fait partie intégrante de notre condition humaine. Et il arrive que certains hommes surestiment leur capacité à interpréter le réel, à anticiper le futur et à en maîtriser les risques. Qui sont-ils ? Ce sont les planificateurs : prévisionnistes économiques, universitaires, régulateurs, faiseurs d'opinion. Bref, ce sont les « experts ».

Dans ses livres, Nassim Nicholas Taleb, philosophe et ancien trader, remet en cause les illusions confortables de ceux qui « savent ». Certains biais cognitifs les poussent à accorder trop de validité à leurs intuitions. Par ailleurs, les statistiques ne sont toujours pas pertinentes pour prendre une décision, notamment dans le domaine de la finance. Enfin, les experts ne « jouent pas leur peau », ils ne subissent pas les conséquences négatives de leurs décisions ou de leurs conseils.

Selon Taleb, l'esprit humain souffre de trois maux :

1. L'illusion de comprendre ou de savoir, dans un monde complexe et aléatoire.
2. La déformation rétrospective, ou comment notre cerveau trouve des raisons logiques pour expliquer les choses rationnellement après qu'elles se soient produites. Par exemple, la chute de Lehman Brothers. Des commentateurs expliquaient après coup que sa faillite était inéluctable. On théorise facilement le passé mais on est incapable de prévoir l'avenir.
3. La surestimation des informations factuelles en provenance des figures d'autorité et des personnes instruites (ce sont les « experts »).

Faut-il supprimer les prix Nobel d'économie ?

Plus la finance est mathématisée, plus elle inspire confiance. Mais selon Taleb, tous les modèles théoriques censés prédire l'avenir sont faux. Ce sont des instruments supposés scientifiques mais qui aveuglent plus qu'ils n'éclairent. Pourquoi ? La philosophie nous apprend que l'avenir est fondamentalement imprévisible. C'est pourquoi la statistique financière n'est pas une science, c'est du charlatanisme.

En effet, les économistes commencent par se représenter l'économie de marché comme un système de concurrence pure et parfaite. Puis ils appliquent des méthodes d'ingénierie

mathématique aux risques des marchés.

Mais cette représentation fictive ne correspond pas à la condition humaine, caractérisée au contraire par l'incertitude et l'imperfection. La science économique en sort discréditée car elle apparaît déconnectée de la réalité concrète. De plus les économistes sont aveuglés par leurs modèles théoriques et sous-estiment les risques à faible probabilité.

Or les méthodes mathématiques de calcul des risques dominent les comités de gestion de risque des grandes banques. Ils sont convaincus de la pertinence de leur modèle.

La crise financière de 2008, dite du crédit « *subprime* », en est l'exemple le plus parlant. Fannie Mae et Freddie Mac sont des institutions de prêts hypothécaires soutenues par le gouvernement américain et employant de nombreux experts de la gestion du risque.

Mais il y a un risque qu'ils n'ont jamais pris en compte, parce qu'il était faible : la baisse du prix des maisons. Or en quelques jours, ce qui n'avait que 0,5% ou 1% de chances de survenir s'est produit.

Le problème est que le risque n'est pas seulement une affaire de probabilités mathématiques, c'est aussi une affaire d'expérience humaine et historique. Taleb reconnaît qu'il est difficile de faire comprendre à des intellectuels la supériorité intellectuelle de la pratique.

Les cygnes noirs

Ni la chute du mur de Berlin en 1989, ni l'apparition d'Internet, ni le 11 septembre 2001 n'ont été prévus par les experts. Ce sont des « cygnes noirs », dit Taleb (en référence à la croyance selon laquelle tous les cygnes étaient blancs, jusqu'à la découverte de l'Australie).

Les cygnes noirs sont des événements :

- 1° hautement improbables, aléatoires et donc inattendus
- 2° qui ont des conséquences énormes, positives ou négatives
- 3° que l'on cherche toujours à justifier rationnellement *A posteriori*

La plupart des investisseurs sous-estiment la survenance possible d'un cygne noir. Ils expliquent systématiquement ce qui est déjà arrivé mais ne peuvent concevoir ce qui n'existe pas encore. Le bon investisseur est celui qui se prépare à ces événements très rares et pourtant d'une ampleur considérable.

« Le vrai ou le faux n'a pas d'importance, écrit Taleb, car c'est de la croyance. Ce qui est réellement important ce sont les conséquences du vrai et du faux. »

Il prend comme exemple ses collègues de trading, qui empruntaient pour acheter des titres tout en disant : « il n'y a qu'une chance sur un million que la valeur de ce que j'achète s'effondre ». En théorie oui, la probabilité semble faible. Mais en cas d'erreur, la conséquence est dramatique, c'est la faillite immédiate. Mieux vaut anticiper les événements les plus improbables et donc une ruine toujours possible.

Comment survivre à l'incertitude

Le problème du cygne noir est le suivant : il est impossible de calculer les risques

d'événements rares et de prévoir leur apparition. En revanche, explique Taleb, nous pouvons mesurer la fragilité d'un système, c'est-à-dire sa sensibilité aux dommages causés par ces événements. Il est beaucoup plus facile de savoir si quelque chose est fragile que de prévoir un événement qui pourrait causer des dommages.

Ainsi, vous êtes fragile si votre sensibilité aux cygnes noirs est maximale. Par exemple, si vous n'avez pas conscience de l'incertitude du monde, si vous êtes aveuglé par vos modèles de prévision.

Au contraire, vous êtes « antifragile » si vous êtes capables de vous améliorer au contact des chocs, du désordre, de l'incertitude. Ce qui est résistant ou « robuste » supporte les chocs et ne change pas ; ce qui est « antifragile » s'améliore.

Certaines choses se renforcent au contact des chocs et du stress : notre corps (à dose modérée), notre concentration et notre psychisme. Il existe même des contrats financiers antifragiles : ils sont explicitement conçus pour bénéficier de la volatilité des marchés.

Sur le plan politique, des organisations décentralisées résisteront mieux que des Etats hypercentralisés et bureaucratisés. La Suisse est un exemple de la façon dont fonctionne une société antifragile. Son système fédéral, décentralisé, lui permet de mieux s'adapter aux besoins des citoyens.

Sur le plan monétaire, Bitcoin est antifragile car il est également décentralisé et sa technologie s'améliore constamment au fil du temps. [NDLR : Bitcoin et les cryptomonnaies survivront mais comment discerner aujourd'hui les meilleures opportunités et les dominants de demain ? [Découvrez ici](#) comment transformer chaque euro investi en bitcoin en plus-value.]

Un modèle d'antifragilité : l'entrepreneur

Si la société moderne veut progresser, dit Taleb, nous devrions honorer les entrepreneurs comme des preneurs de risques, avec autant de respect que nous le faisons pour les soldats. Tout comme il n'y a pas de soldat raté (même mort au combat), il n'y a pas d'entrepreneur raté (même ruiné). Ce sont des héros qui prennent parfois des risques suicidaires pour la survie de l'économie.

Voici trois recommandations de Nassim Taleb :

1. Méfiez-vous des plans, surtout produits par des fonctionnaires ou de grosses corporations. Les régulateurs, avec leurs pseudo-mathématiques financières, croient qu'ils vont nous protéger du risque et de l'incertitude. Ne sont-ils pas eux aussi des charlatans ?
2. Ignorez ceux qui font des prédictions. Leur travail est futile, ne perdez pas d'énergie à les écouter.
3. Faites plutôt confiance aux entrepreneurs, à ceux qui ont la pratique du risque et de l'incertitude. Ils ne mentent pas car ils « jouent leur peau ».

En conclusion : comme un entrepreneur, pratiquez la prise de risques, les essais et erreurs, sans honte d'échouer et de recommencer. Vous deviendrez antifragile.

A lire :

Nassim Nicholas Taleb, *Le Cygne noir. La puissance de l'imprévisible*, (Les Belles Lettres, 2012). *Antifragile, les bienfaits du désordre* (Les Belles Lettres, 2013). *Jouer sa peau. Asymétries cachées dans la vie quotidienne*(Les Belles Lettres, 2017).

Pour nous la fête s'est terminée, l'orchestre a cessé de jouer en Fin 2016.

Bruno Bertez 31 août 2018

Le S&P vu par Kimble. Ouais! Pourquoi pas. Si cela ne marche pas on verra la prochaine fois!
Ce qui nous semble beaucoup plus convaincant c'est ce qui s'est passé fin 2016 , début 2017!

Fin 2016 vous avez eu un plus bas qui était clairement plus bas que le précédent. Regardez le « W » que cela dessine, la deuxième branche est plus basse que la première. Il penche légèrement vers la droite. C'était particulièrement net sur les graphiques courts.

Ce plus bas , plus bas que les précédents indiquait sans aucun doute possible un affaiblissement fondamental; il pointait une fin de tendance haussière. Les acheteurs n'étaient pas au rendez vous habituel. Et puis bizarrement la contrepartie est arrivée. C'était une contrepartie intelligente, qui savait travailler un marché , avec doigté et discrétion.

A l'époque nous avons diagnostiqué qu'il s'agissait d'achats précurseurs, d'achats d'initiés. C'était en fait l'époque ou par ses coups de fil Yellen préparait l'intervention de février 2017, intervention de reflation coordonnée qui a produit la dernière vague de hausse boursière que l'on observe ensuite. Cette vague de hausse a été relayée et prolongée par les coupes fiscales de Trump qui ont bonifié les bénéfices après impôts des entreprises.

Les anticipations de ce bonus ont permis une belle étape de hausse qui a fait oublier le fondamental: le resserrement de la politique monétaire.

La cassure de janvier 2018 est venue rappeler le resserrement monétaire par la chute des émergents, la volatilité retrouvée et le mouvement de mise en risk-off.

Ce mouvement de mise en risk-off s'est fait en faveur du dollar et il a contrecarré la politique monétaire de la Fed. En faveur du dollar et des actifs américains il a encore provoqué une resucée favorable à Wall Street.

Mais le fondamental, le déterminant reste le même et c'est le resserrement de la politique monétaire, resserrement qui lorsqu'il n'est pas masqué par des phénomènes annexes réintroduit la gravitation dans le marché financier.

Les observateurs interprètent la situation comme celle d'une tendance haussière continue. Ce n'est pas notre interprétation nous disons que la tendance haussière a été cassée en fin 2016 et qu'ensuite par une action manipulatoire on a réussi à la relancer et à la prolonger. Mais nous sommes bien dans un été indien. Quelque chose de temporaire ...

Depuis nous restons sur cette analyse :

fin 2016 achats d'initiés sur un plan de reflation temporaire; ce plan de reflation vise à donner du temps aux Périphériques pour se préparer à la hausse des taux de la Fed, à la raréfaction du dollar et à la contraction des liquidités produite par le Taper.

Autant dire que c'était une petite reflation transitoire. Une resuccée avons nous écrit et écrivons nous encore.

En résumé, pour nous la fête s'est terminée, l'orchestre a cessé de jouer en Fin 2016.



Ce que pense kimble

Did the topping patterns in 2000 & 2007 have anything in common? Yes! While the **S&P** was hitting nominal new highs in 2000 & 2007 at each (1), monthly momentum was actually heading lower at each (2).

Of late the S&P is hitting new highs, while monthly which was recently higher than the 2000 & 2007 peaks has been turning lower.

Odds of the S&P repeating the 2000 & 2007 highs? **Low!!!**

Impact if it would be topping again? High

Bulls might want to keep a close eye on what the S&P does in the next few weeks due to momentum turning lower

Comment Trump se retourne contre la Fed

Rédigé le 30 août 2018 par [Bill Bonner](#)

Le vrai tableau économique des Etats-Unis ne ressemble pas à celui des tweets de Trump, et les baisses d'impôts ne paient pas.

L'économie américaine – et tous ses 20 000 milliards de dollars – résumée en un seul tweet (toute ressemblance entre ceci et ce que pourrait écrire le président des Etats-Unis d'Amérique n'est que pure coïncidence) :

« Regardez le Dow (sommet historique)... ou le chômage (plancher historique)... Les baisses d'impôts, CA MARCHE ! La guerre commerciale aussi ! Ceux qui disent le contraire sont des

FDP jaloux ! »

Dans le monde de la télé-réalité – et dans les spectacles de catch –, on augmente la tension dramatique en créant des personnalités simplifiées, caricaturales, et en créant des conflits entre elles. Le public allume son poste pour découvrir comment ces querelles seront résolues.

Dans le monde du catch professionnel, c'est relativement simple.

L'un des lutteurs insulte ou défie un autre. Leurs femmes et petites amies sont amenées sur scène pour faire grimper un peu la tension. Il y a quelques bousculades dans les vestiaires – filmées par les caméras de sécurité ! – et tout est en place pour qu'ils puissent régler ça aux poings, sur le ring.

Un tweet n'est pas assez long pour élaborer une politique, une idée ou une pensée complète. Mais c'est parfait pour ce genre d'émoussillement.

Le président Trump s'en sert pour maintenir l'intérêt de ses fans. Il a par exemple déclaré, par tweet interposé, que le dirigeant légal de la Corée du Nord était « un sale type », un « maniaque », avant de le traiter de « rocket man ».

Cela a retenti jusqu'à Singapour – où le président américain a déclaré qu'il serait « honoré » de rencontrer Kim Jong-Un.

A la fin de la réunion, le président américain a annoncé sa victoire et déclaré que la Corée du Nord n'était « plus une menace nucléaire ».

Les querelles entre célébrités font partie de la stratégie publicitaire du monde du divertissement.

Trump contre Jimmy Fallon, Arnold Schwarzenegger, LeBron James, Rosie O'Donnell, Mark Sanford, Robert DeNiro, et ainsi de suite.

Et en politique ? Trump contre Hillary, John McCain, Ted Cruz, Omarosa Manigault, et ainsi de suite.

Tous dans la même équipe – celle du Deep State

Dans le monde de la politique comme dans celui du divertissement, les ennemis semblent se sauter à la gorge – mais ils sont en réalité dans la même équipe.

Dans le monde du divertissement, généralement, l'audimat et la réputation des deux adversaires grimpent généralement.

Dans le monde politique, même si les élections n'attribuent la victoire qu'à un seul des candidats, ils jouent tous le même jeu.

Le système politique fait passer l'argent et le pouvoir du public vers les politiciens, leurs dresseurs, leurs compères et leurs clients zombies.

Diverses coalitions mouvantes se disputent au sujet de qui obtient quoi... mais tous sont en faveur d'un grand gouvernement ambitieux – dont ils prendraient la tête.

Les querelles entre célébrités se sont révélées très efficaces comme outil politique aussi, parce qu'elles offrent un raccourci très pratique aux électeurs. Des sujets complexes sont réduits à un

simple concours de popularité.

Trump ou Hillary ? Choisissez votre champion – inutile d’y réfléchir plus que ça.

Tout cela fait que nous attendons avec impatience la prochaine guerre de tweets entre Le Donald et le président de la Fed, Jerome Powell.

Le président US a déjà planté le décor dans un tweet où il annonçait ne pas être « emballé » par la hausse des taux.

Lorsque le krach/récession arrivera, ces questions complexes seront simplifiées en bataille de personnalité.

Le président accusera Powell de détruire sa belle économie. Powell n’a peut-être pas la moindre idée du jeu auquel joue Trump. Il répondra avec des arguments raisonnés... et finira par céder lorsque les coups commenceront à pleuvoir.

La pression commence peut-être déjà à l’affecter, d’ailleurs. Certains ont interprété les remarques de Powell à Jackson Hole vendredi dernier comme étant « dovish ». Selon Powell, « [...] il ne semble pas y avoir de risque élevé de surchauffe », signalant que les hausses de taux pourraient être mises en pause.

Les marchés ont immédiatement réagi – en achetant plus d’actions. Le S&P 500 a atteint un sommet historique.

Mais la véritable bataille n’a pas encore eu lieu – il faudra peut-être l’attendre un an ou deux.

Pour l’instant, regardons un peu au-delà des tweets... et voyons pourquoi cet affrontement n’est qu’une question de temps.

Un gadget fiscal

Pour cela, nous avons les récents chiffres sur la baisse d’impôts.

Ses partisans, menés par M. Trump, ont affirmé qu’elle créerait de la croissance, des emplois et des revenus.

Ses critiques – dont votre correspondant fait partie – affirmaient quant à eux que c’était un gadget qui ne ferait qu’augmenter le déficit (transférant ainsi le fardeau de la dette vers les générations futures).

On ne connaîtra pas le résultat final avant un petit bout de temps, et même là, il sera sujet à controverse. Mais il vaut la peine de se pencher sur les premières données.

Pour que la baisse d’impôts « marche », elle doit générer assez de PIB supplémentaire (emplois, revenus, recettes fiscales) pour s’auto-rembourser. C’était en tout cas ce qui avait été promis.

Mais les baisses d’impôts sont comme la dette, la Russie et les mariages malheureux : on y entre facilement mais on en ressort difficilement. La plupart du temps, on finit par souhaiter n’y avoir jamais mis les pieds.

Pour commencer, les revenus personnels n’ont à ce jour pas grimpé. Ils ont baissé. Bloomberg : « Une fois inclus l’effet de l’inflation, les salaires horaires des Américains moyens sont

inférieurs à leur niveau d'il y a un an.

Les salaires réels stagnent, pour la majorité, en dépit de la croissance économique, des records boursiers, de l'envolée des profits des entreprises et d'une relance géante financée par les déficits et née de la baisse d'impôt de Trump, qui a pris effet au 1er janvier. L'administration Trump a affirmé que sa politique ferait immédiatement grimper les salaires, la restructuration fiscale ajoutant à terme de 4 000 \$ à 9 000 \$ au salaire moyen.

Cela ne s'est pas produit. Même si Trump se vante régulièrement des performances de l'économie, de nombreux Américains ont le sentiment de ne pas partager ces gains – un risque pour les républicains, qui doivent défendre leur majorité au Sénat et au Parlement durant les élections de novembre.

Une majorité d'électeurs pensent que leur situation financière personnelle est restée la même ou s'est aggravée au cours des deux dernières années, a déclaré Tim Malloy, assistant directeur du sondage de la Quinnipiac University ».

Qu'en est-il de l'affirmation que la baisse « s'auto-rembourserait » ?

Le gouvernement fédéral prélève environ 16,5% du PIB du pays sous forme de taxes. Cela signifie que l'économie devait générer 6 \$ de PIB supplémentaire pour chaque dollar perdu à cause de la baisse d'impôts.

A défaut, les recettes fiscales chuteraient et la dette augmenterait ; nous dépenserions l'argent que nos enfants et petits-enfants n'ont pas encore gagné, en d'autres termes.

Dès le départ, ce pari semblait très peu probable. Nous voyons à présent, sur le trimestre passé, que les recettes fiscales ont chuté dans des proportions quasi-similaires à la baisse d'impôts – 6%.

Il n'y a pas eu de compensation apparente de la part d'une économie en croissance ; la baisse d'impôts n'a même pas versé la première mensualité de son propre remboursement.

Comme nous l'avions prédit aussi, les déficits et la dette ont continué de se creuser. Les comptes américains de juin montrent un déficit à 75 milliards de dollars, soit 607 milliards de dollars à ce jour sur l'ensemble de l'année – une hausse de 16% par rapport à l'année précédente. En juillet, il s'est aggravé, à 76,9 milliards de dollars. La dette gouvernementale nette totale a augmenté de 1 300 milliards de dollars sur les 12 derniers mois.

Bref, à ce stade rien ne suggère que l'économie soit prête à se lancer dans une nouvelle valse. La fête dure depuis longtemps. Les fêtards sont épuisés. Les cendriers sont pleins. La Fed commence à ranger les bouteilles. La police a installé un barrage et des alcootests au coin de la rue.

Bientôt... quelqu'un va éteindre les lumières.

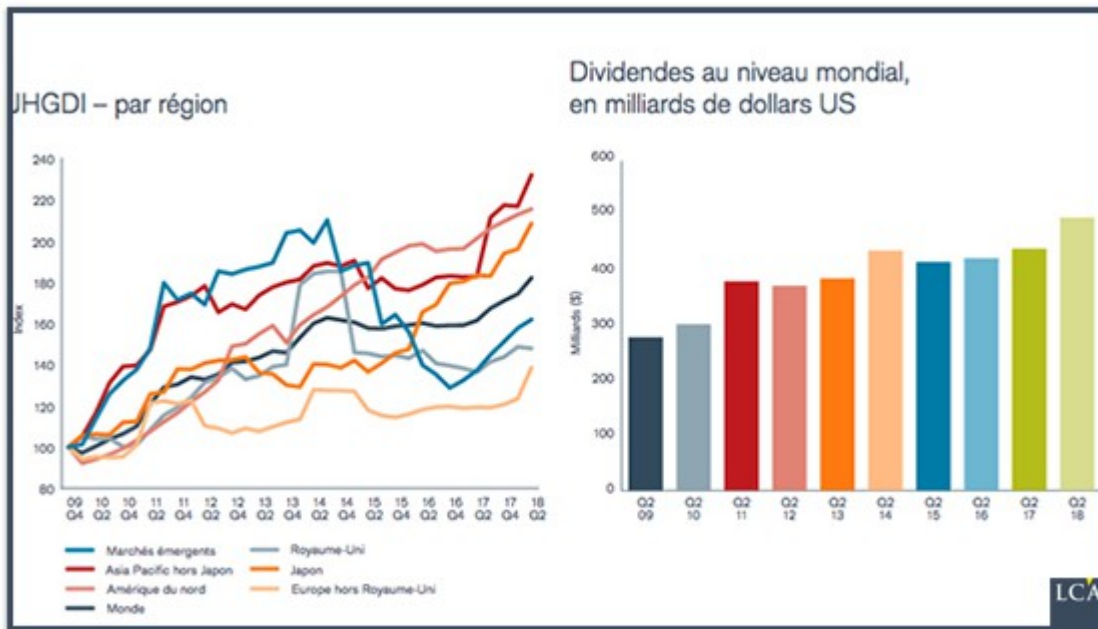
Alors, tandis que les ivrognes titubent vers leurs voitures... que les marchés dégringolent et que l'économie s'effondre... aux petites heures du jour, avant l'ouverture de la bourse – M. Powell pourra travailler ses tweets.

La guerre idiote des dividendes

Rédigé le 30 août 2018 par [Simone Wapler](#)

Comment se répartit la richesse créée par les entreprises ? Les dividendes sont-ils pris sur le dos des salariés ? Une récente étude de l'institut Molinari donne des indices.

Fin août, les médias relayaient un rapport de la société de gestion Janus Henderson qui montrait que les dividendes avaient progressé partout dans le monde.



Source : [Janus Henderson](#)

Les actionnaires ont reçu près 497,4 milliards de dollars au cours du deuxième trimestre, les entreprises du secteur de la technologie se montrant les plus généreuses. Notons cependant que Nestlé et Daimler restent les premiers payeurs au monde.

Voici les conclusions de ce rapport qui intéressent tout investisseur :

« Nous avons donc revu nos prévisions de croissance (des dividendes NDLR) sous-jacente à la hausse, de 6,0% à 7,4%. Le retour du dollar US devrait toutefois affecter la valeur convertie des dividendes payés à travers le monde et, en supposant que le dollar se maintienne à son niveau actuel face à ses concurrents internationaux, l'année 2018 devrait générer 1,358 milliards de dollars de dividendes, ce qui reste identique à nos estimations précédentes. Cela représente une croissance globale de 8,6%.

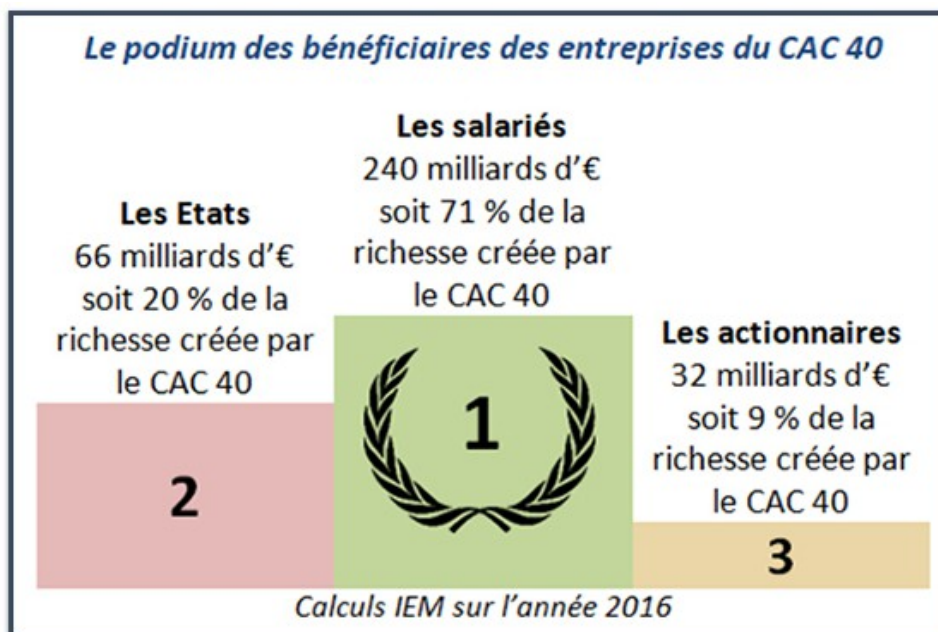
A plus long terme, l'impact sur le commerce international de l'intensification de la guerre commerciale avec les Etats-Unis pourrait avoir une incidence négative sur la rentabilité des sociétés, bien que son ampleur soit largement incertaine à l'heure actuelle. Nous restons néanmoins optimistes quant à la poursuite de la croissance globale des bénéfices des sociétés l'an prochain. Les dividendes sont, dans tous les cas, moins volatiles que les bénéfices, et nous sommes confiants quant à la poursuite de l'augmentation des dividendes sous-jacents à l'échelle internationale en 2019. La trajectoire du dollar pourrait affecter le taux de croissance globale l'an prochain, mais l'indice Janus Henderson Global Dividend montre qu'à long terme les effets de change sur les dividendes sont minimes. »

Certains commentateurs ont alors exhumé le rapport de l'ONG Oxfam sur le CAC 40 publié au printemps, s'indignant que les profits des entreprises du CAC 40 soit essentiellement versés...

aux actionnaires !

Comme si les entreprises distribuaient des dividendes avant de payer leurs salariés ou qu'un salarié ne pouvait pas être actionnaire.

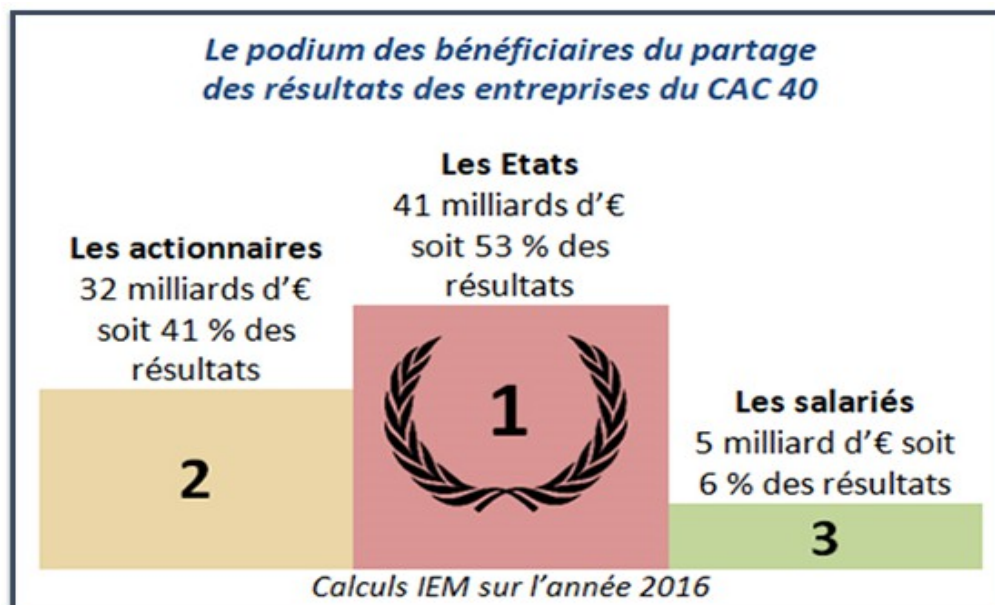
Du coup, l'Institut [Molinari y est allé de son étude](#) : comment se répartit réellement la richesse créée par les entreprises ?



La richesse est définie par l'institut Molinari comme « salaires + primes + charges salariales + impôts + dividendes ».

Ensuite, voyons les résultats.

Il est normal de récompenser le risque de l'actionnaire, lorsqu'il reste de l'argent dans la caisse. Mais ce que l'Oxfam oublie, c'est que l'Etat se sert car les entreprises paient des impôts. Et en France, il a la main lourde !



L'Etat se taille donc la part du lion, ensuite viennent les actionnaires puis les salariés intéressés aux résultats de leur entreprise. C'est bien normal puisque cette catégorie prend aussi un risque, même s'il est moindre que celui de l'actionnaire.

Ce classement fait inmanquablement penser à l'économiste Frédéric Bastiat :

« L'Etat n'est pas manchot et ne peut l'être. Il a deux mains, l'une pour recevoir et l'autre pour donner, autrement dit, la main rude et la main douce. L'activité de la seconde est nécessairement subordonnée à l'activité de la première. »

A la rigueur, l'Etat peut prendre et ne pas rendre. Cela s'est vu et s'explique par la nature poreuse et absorbante de ses mains, qui retiennent toujours une partie et quelquefois la totalité de ce qu'elles touchent. Mais ce qui ne s'est jamais vu, ce qui ne se verra jamais et ne se peut même concevoir, c'est que l'Etat rende au public plus qu'il ne lui a pris. »

L'Etat

Si en lisant l'expression « bandit-manchot » vous est venue à l'esprit, sachez que la police de la pensée veille et que vous êtes pris en flagrant délit de mal-pensance...

Une détestable politique de dividendes

Maintenant, pour nous autres investisseurs, qu'est-ce qu'une bonne politique de dividendes ? L'entreprise doit-elle être généreuse ou au contraire réinvestir ses profits ? Chacun a sa petite idée là-dessus.

J'ai tendance à penser qu'une entreprise mature doit redistribuer des dividendes. C'est une marque de respect pour son actionnaire et cela lui donne le choix. Ensuite, soit cet actionnaire réinvestit ses dividendes dans l'entreprise en question, soit il a une autre idée qui lui semble meilleure au vu de son analyse, de son expérience, de ce qu'il constate sur le terrain. Le marché, l'agrégation de ces choix individuels libres, atteint ainsi un maximum d'efficacité.

En revanche, une entreprise jeune et en croissance a besoin de taper dans ses profits pour investir et peut se montrer moins généreuse. Mais il faut que la croissance soit bien au rendez-vous et que la direction prouve à l'actionnaire qu'elle a eu une meilleure idée que celle qu'il aurait pu avoir.

Dans les deux cas, la seule politique qui me semble à éviter est celle qui consiste à payer des dividendes en profitant des taux d'intérêt maintenus artificiellement bas par la création monétaire. Cet usage du crédit frelaté est une insulte au capitalisme.

La dette est un aspect que l'institut Molinari n'a pas traité. C'est la limite de ce genre d'études qui brasse déjà des quantités de données considérables mais qui a le mérite de remettre les pendules à l'heure.

En tant qu'actionnaire, c'est à vous de faire le travail, ce que Warren Buffett appelait « ses devoirs ».

Aujourd'hui beaucoup de chiffres d'inflation à venir.

Bruno Bertez 30 août 2018

Alliance Orban-Salvini dans la perspective des élections de l'an prochain

« Connectivité Europe/Asie » :

The EU High Representative for Foreign Affairs and Security Policy Federica Mogherini together with the European Commission are set to reveal **an EU/Asia connectivity strategy on September 19** to be adopted at the meeting of EU's top diplomats in mid-October



Rechute de la Lira turque.



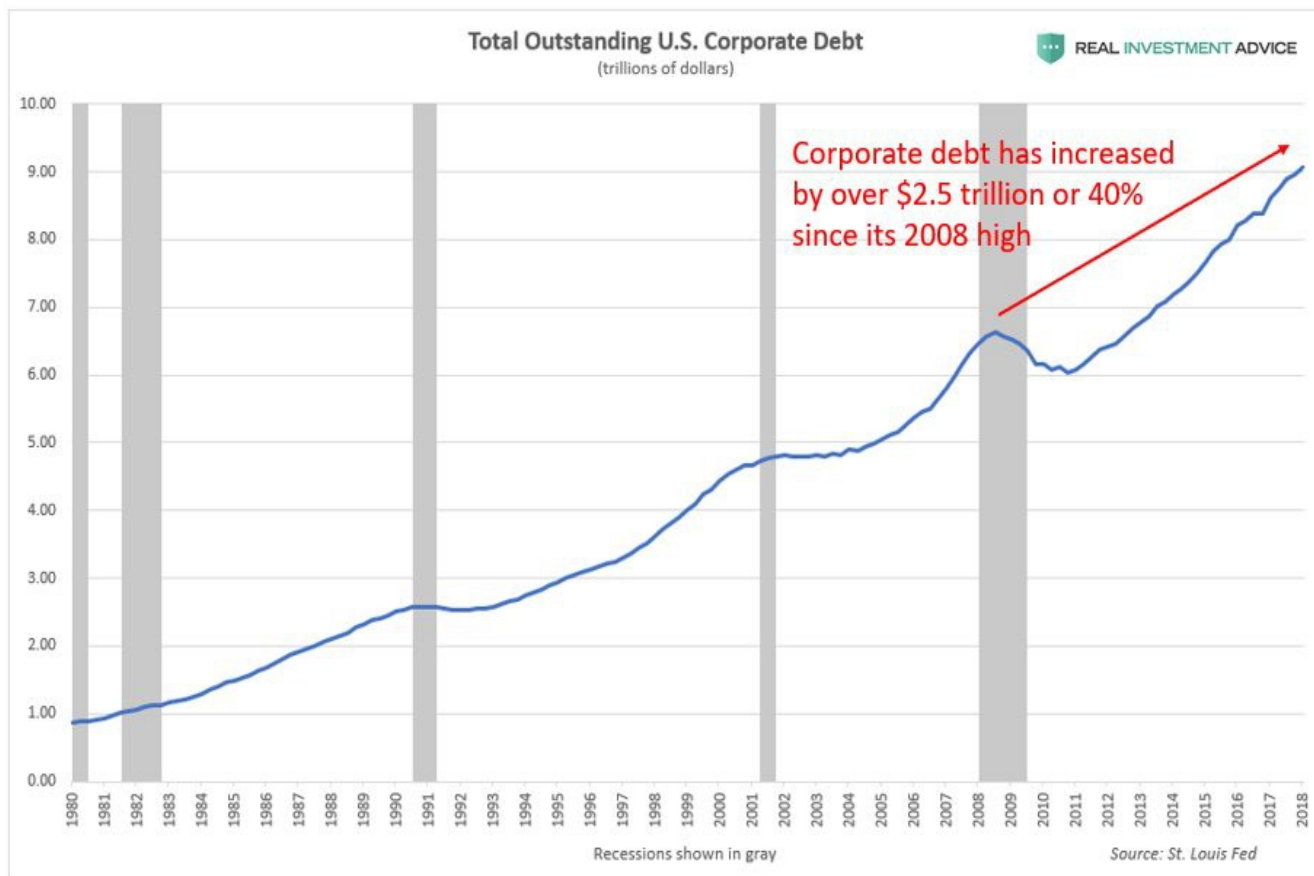
[David Rosenberg @EconguRosie 13 hil y a 13 heures](#)

The May 2018 WSJ published consensus for the next recession – 6 in 10 see it in 2020, the majority further out.

So, odds are it either is next year's story or the business cycle is dead, since history says (or

Bob Farrell's Rule #9) that consensus is wrong almost 100% of the time.

Les excès de dettes sont généralisés parce que le prix des dettes a été bradé, c'est à dire que les taux sont quasi nuls. Cette fois ce n'est pas comme en 2008, les excès de dettes sont à la fois partout, mais en plus, plus spécifiquement chez les entreprises.



Le FT n'a rien compris à l'Experiment de John Law, pas plus intrinséquement qu'historiquement. Cependant cela vaut le coup de lire l'article.

Pour comprendre John Law il faut lire l'ouvrage définitif que lui a consacré Edgar Faure et quand on a lu l'ouvrage commencer à l'analyser, puis à le prolonger. Et là on voit les similitudes avec l'expérience monétaire actuelle et là on voit en quoi elle est également condamnée... sauf à faire un saut énorme dans la post-modernité, c'est à dire dans la répression financière et surtout dans l'interdiction/disparition de la vraie monnaie de base: le cash.

La monnaie de Law était une monnaie de classe, classe au sens marxiste, destinée à baisser les classes moyennes au profit des nobles et du roi. Il suffit de lire la correspondance de Law.

La monnaie de la Great Experiment conduit à la répression, à la suppression de sa fonction de réserve de valeur et aux contrôles c'est à dire aux pertes de liberté. Enfin c'est une monnaie d'agiotage et ce n'est un hasard si depuis la déréglementation anglo-saxonne du début des années 80 le monde financier est devenu un monde de spéculation au détriment du monde

rhéan. Il ne faut jamais oublier que l'origine des inventions monétaires de John Law se trouve dans le jeu, c'était un joueur professionnel.

[FT] Populism is the true legacy of the global financial crisis

Le FT comme tous les keynesiens veut à tout prix oeuvrer pour sa paroisse et démontrer que l'origine du populisme n'est qu'économique alors qu'elle est surdéterminée.

Cette origine du populisme est une sorte d'avatar impur, plein de gangue, de l'ancienne lutte des classes. Le populisme a de multiples causes dont l'économique est pour ainsi dire la moins dangereuse car on peut y remèdeir par une grande vague de répartition, vague de réduction apparente des inégalités.

Le credo des keynesiens qui, ne l'oubliez jamais n'ont pour objectif que d'éviter la révolution populaire et masquer les contradictions du système, le credo des keynesiens est purement conservateur: pouru que cela dure! Il suffit de lire Keynes pour le savoir. On retrouve la même démarche au FMI avec les plaidoyers façon Piketty pour une action de réduction des inegalités. Varoufakis n'est pas loin de cette position qui en son fond consiste a refuser le changement et a sauver le système.



Les banques ne sont pas des intermédiaires de fonds prêtables et pourquoi cela compte

Par Zoltan Jakab et Michael Kumhof – Mai 2015 – Source [Bank of England](#)

Depuis la [Grande Récession](#), les banques sont de plus en plus intégrées dans les modèles macroéconomiques. Cependant, cette intégration est confrontée à de nombreux problèmes non résolus. Cet article montre que nombre d'entre eux sont imputables à l'utilisation du modèle d'intermédiation des fonds prêtables (IFP). Dans le modèle IFP, les prêts bancaires représentent l'intermédiation de l'épargne réelle, ou des fonds prêtables, entre

des épargnants non bancaires et des emprunteurs non bancaires. Mais dans la réalité, la fonction clé des banques est la fourniture de financement, ou la création d'un nouveau pouvoir d'achat monétaire au moyen de prêts, pour un seul agent, à la fois emprunteur et déposant. La banque crée donc son propre financement, les dépôts, en acte de prêt, dans une transaction sans aucune intermédiation. Les tiers sont uniquement impliqués dans le fait que l'emprunteur/déposant doit être sûr que d'autres accepteront son nouveau dépôt en paiement de biens, de services ou d'actifs. Cela n'est jamais remis en cause, car les dépôts bancaires sont le moyen d'échange dominant de toute économie moderne.



En outre, si le prêt est destiné à des investissements physiques, ce nouvel emprunt et cet argent sont les facteurs qui déclenchent les investissements et, par conséquent, de par l'identité nationale des comptes bancaires de l'épargne et de l'investissement (pour les économies fermées), **l'épargne est donc une conséquence et non une cause de tels prêts**. L'épargne ne finance pas les investissements, ce sont les financements qui financent l'épargne. Affirmer le contraire confond les rôles macroéconomiques respectifs des ressources (épargne) et de l'argent-dette (financement).

Le document montre que cette description du rôle des banques dans le financement par la création monétaire (FCM) peut être trouvée dans de nombreuses publications des principales banques centrales du monde. Ce qui a été beaucoup plus difficile, c'est l'incorporation des perspectives du FCM dans les modèles dynamiques d'équilibre général stochastique (DEGS) qui peuvent être utilisés pour étudier le rôle des banques dans les cycles macroéconomiques. Les modèles DEGS sont le fer de lance de la macroéconomie moderne et constituent un outil clé dans l'analyse des politiques macroprudentielles. Ils étudient les interactions de plusieurs agents économiques qui optimisent leur utilité ou leurs objectifs de profit au fil du temps, sous réserve de contraintes budgétaires et de chocs aléatoires.

La contribution clé de cet article est donc le développement des ingrédients essentiels des modèles DEGS avec des banques FCM, et une comparaison de leurs prédictions avec celles de

modèles DEGS identiques avec des banques IFP. Le résultat de notre exercice de comparaison de modèles est que, comparés aux modèles IFP, et suivant des chocs identiques aux conditions financières affectant la solvabilité des emprunteurs bancaires, les modèles FCM prédisent des changements de taille beaucoup plus importants, beaucoup plus rapides, et ont des effets beaucoup plus forts sur l'économie réelle, tandis que **le processus d'ajustement dépend beaucoup moins de l'évolution des écarts de taux d'intérêt**, le principal facteur d'ajustement dans les modèles IFP. Comparativement aux modèles IFP, les modèles FCM prévoient également un effet de levier procyclique plutôt que contracyclique, et un rôle significatif pour le rationnement de la quantité plutôt que le rationnement des prix en période de ralentissement. Nous montrons que ces prédictions des modèles FCM sont beaucoup plus en accord avec les faits stylisés que celles des modèles IFP.

La raison fondamentale de ces différences réside dans le fait que les économies dans le modèle bancaire IFP doivent être accumulées en produisant des biens supplémentaires ou en renonçant à la consommation de biens existants, processus physique par nature lent et continu. D'un autre côté, les banques FCM qui créent le pouvoir d'achat peuvent techniquement le faire instantanément et de manière discontinue, car le processus n'implique pas de biens physiques, mais plutôt la création de monnaie par l'expansion simultanée des deux côtés des bilans des banques. Bien que l'argent soit essentiel pour faciliter les achats et les ventes de ressources réelles en dehors du système bancaire, il ne s'agit pas d'une ressource physique et il peut être créé à un coût quasiment nul. En d'autres termes, le modèle IFP est fondamentalement un modèle de banques en tant qu'institutions de troc, tandis que le modèle FCM est fondamentalement un modèle de banques en tant qu'institutions monétaires.

Le fait que les banques n'aient « techniquement » aucune limite pour augmenter instantanément les stocks de prêts et de dépôts ne signifie pas qu'elles n'en ont pas d'autre. La limite la plus importante, en particulier pendant les périodes de forte expansion des cycles financiers où toutes les banques décident de prêter davantage, est leur propre évaluation des implications des nouveaux prêts pour leur rentabilité et leur solvabilité, plutôt que des contraintes externes telles que les fonds prêtables et la disponibilité de réserves à la banque centrale.

Cela nous amène finalement au modèle de banque vénérable à multiplicateur de dépôts (MD), qui suggère que la disponibilité de la monnaie de banque centrale à forte « puissance » impose une autre limite aux changements rapides de la taille des bilans bancaires. Le modèle MD ne reconnaît toutefois pas que les banques centrales modernes ciblent les taux d'intérêt et s'engagent à fournir autant de réserves (et de liquidités) que les banques l'exigent à ce taux. La quantité de réserves est donc une conséquence et non une cause du prêt et de la création monétaire.

[Zoltan Jakab](#) (FMI) et [Michael Kumhof](#) (Bank of England)

Note du Saker Francophone

Cet article est issu d'une analyse de Bruno Bertez, [Le Mystère de la Monnaie dévoilé](#). C'est une bombe atomique car il explique avec ses mots et l'air de rien que à volonté et quasiment sans limites par la magie des QE, les banquiers internationaux peuvent créer toute la monnaie qu'ils veulent pour acheter et financer le monde qu'ils veulent voir advenir. Vous pouvez

aussi relire ma note de lecture sur le livre de Gérard Foucher, « [Les secrets de la monnaie](#) », qui en parle parfaitement.

Tant qu'il reste de l'énergie bon marché, la question de la création monétaire est centrale dans toute phase de reconquête, sinon ces élites pourront racheter nos efforts, quel qu'en soit le prix.

Je vous laisse avec quelques réflexions de **Bruno Bertez** :

« Je dis souvent que les élites travaillent à partir de théories économiques, monétaires et bancaires fausses. Elles le font non parce qu'elles sont plus stupides ou moins cultivées que moi mais parce que ce choix est idéologiquement surdéterminé : si elles révélaient que la profitabilité du capital est au centre de l'économie capitaliste et que la monnaie est créée à partir de rien, à volonté par les banques, alors les oppositions politiques syndicales et sociales prendraient une autre allure, un autre profondeur, ce qu'il s'agit à tout prix d'éviter. Si on connaissait la vérité alors les contestations deviendraient radicales.

Chut il ne faut pas que cela se sache tel est le mot d'ordre implicite des élites et de leurs connivents sur toutes ces questions.

La gestion des élites occulte les causes et les effets et on les comprend : elles préfèrent faire comme si tout tombait du ciel, elles souhaitent que l'on ne parle jamais des vraies causes, elles préfèrent que la science ne soit pas explicative, pas causale. Les élites aiment le brouillard, l'obscurité des juxtapositions, corrélations et autres magies. »

Traduit par Hervé pour le Saker Francophone

Leçons des anciens pour les combats à venir

Pierre Templar 30 août 2018



Le monde moderne, en dépit de l'extraordinaire développement de ses technologies, n'a rien inventé pour ce qui est des bases de la vie et du combat.

Les anciens l'ont fait bien avant nous, tout au long des générations qui nous ont précédé. C'est d'abord grâce à eux et à leur savoir que nous sommes là aujourd'hui, et c'est en nous replongeant dans leur histoire que nous en percevrons les subtilités.

Dans cet article, nous étudierons les tactiques de guerre des Barbares jusqu'aux Romains, qui restent plus que jamais d'actualité de nombreux siècles après...

La machine de guerre romaine a été l'unité de combat ultime au niveau individuel. Ce n'est qu'après la République (puis l'Empire), décimés par l'extension territoriale démesurée, la cupidité, la corruption et la turpitude morale, que les légions perdirent leur efficacité. Au début du Ve siècle, elles n'étaient déjà plus que l'ombre d'elles-mêmes.

Ce qui nous amène aux Barbares. Ce terme était un mot générique qui signifiait "étrangers", plus que tout autre chose. Pour être plus exact, il désignait tous ceux qui n'étaient pas des citoyens romains. Au milieu du IV^e siècle, les légions dépendaient beaucoup des conscrits de Gaule (aujourd'hui la France), des tribus germaniques, et de nombreuses nations telles que la Grèce et l'Espagne. La citoyenneté était accordée après le service (tout comme dans notre Légion Étrangère), ainsi que des concessions de terres. Cette particularité finit par devenir une arme à double tranchant, dans la mesure où la majorité des conscrits survivants retournaient chez eux une fois leur temps terminé...

Les Barbares et leurs techniques

Les Barbares ramenèrent dans leurs tribus et leurs clans la connaissance des techniques de combat acquise dans les légions romaines, auxquelles ils incorporèrent nombre de leurs tactiques propres pour en faire autant de méthodes personnalisées de combat. Ces tribus barbares disposaient déjà de moyens particulièrement efficaces pour se cogner mutuellement, qui sont dignes d'être mentionnés ; des leçons que nous avons tout intérêt à intégrer en vue des affrontements futurs.

Nous énumérerons quelques-unes de ces anciennes tribus, ainsi que certaines des tactiques qui leur ont permis de réussir, puis nous établirons un parallèle avec la manière dont nous pourrions les imiter dans ce domaine pour une meilleure efficacité.

Les Saxons - Ce sont les ancêtres des Allemands. En effet, la Saxe est une zone géographique célèbre en Allemagne, située entre l'Elbe et le Rhin. Leurs armes les plus communes étaient des lances : une plus légère pour lancer à longue distance, et une plus lourde pour les combats rapprochés. Dans la poésie saxonne, la lance était désignée sous le nom de "æsc". L'æsc-berend était le "porteur de lance", terme donné au combattant saxon. Contrairement aux représentations hollywoodiennes, ces combattants n'avaient pas tous des cottes de mailles, mais plutôt de grosses armures faites de cuir gaufré et de peaux, des casques en fer, et des plaques de corne avec des protège-nez. Les Saxons se rassemblaient autour des chefs de guerre et des rois, donnant leur loyauté en échange d'une partie des armes, de l'argent et du bétail récupérés lors des conquêtes.

Les Vikings - Le terme vient de "vikingr", un ancien mot norvégien qui signifie "le pirate qui fréquente les baies". Les pays scandinaves tels que la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande et le Danemark étaient à l'origine de ces guerriers. Ils comptaient sur leurs raids grâce à des navires étroits, robustes et rapides. Ces hommes du nord ont interagi avec les Romains par le commerce, et parfois des visites mutuelles. Ce n'est qu'après la chute de l'Empire que les hommes du nord endossèrent le manteau "viking" et commencèrent leurs raids à travers l'Europe, pour les mener pendant plusieurs siècles.

Les Jomsvikings ou Vikings de Jómsborg étaient une troupe légendaire de mercenaires aux IXe et Xe siècles, voués à l'adoration de déités telles que Odin et Thor. Ils étaient païens, mais acceptaient tout engagement au combat par un seigneur qui leur promettait une solde suffisante, fût-il chrétien. L'élite de leurs guerriers s'entraînait sans cesse avant les saisons de raids et vivait pour la bataille. Ces Jomsvikings étaient soutenus par les communautés près desquelles ils habitaient dans des complexes privés. Ils n'avaient pas de femmes durant tout le temps de leur service et se concentraient sur le combat au corps à corps en vue des raids.



Les Britanniques - Les peuples des îles britanniques ont été conquis et occupés pendant plusieurs siècles par les Romains, mais cette domination a fini par se désintégrer lorsque les légions sont parties en 406, laissant tous leurs forts, édifices et infrastructures intacts. Les Britanniques étaient les maîtres dans la conduite des chars, et particulièrement habiles dans le maniement de la lance et du lasso. Souvent, leurs chars fonctionnaient comme une "unité de choc" : ils fonçaient dans les formations d'infanterie serrées pour éclaircir les rangs et créer des espaces dans lesquels leurs propres troupes pourraient s'engouffrer.

Les Huns - Ancêtres des habitants modernes de Hongrie, des steppes et des plaines d'Asie occidentale et centrale, les Huns étaient les cavaliers accomplis de leur époque. Ils montaient, mangeaient, dormaient et vivaient sur le dos de leurs chevaux. Ils étaient d'excellents archers et lanciers, et leur férocité était telle qu'ils firent s'exiler des nations entières de tribus germaniques dans la région connue maintenant sous le nom de mer Noire. Ces Huns avaient l'habitude de tuer à peu près tout ceux qui ne se soumettaient pas, ainsi que beaucoup de ceux

qui le faisaient. Ils pouvaient parcourir de grandes distances et semblaient sortir de nulle part, luttant avec vigueur et endurance. Il a fallu les efforts combinés des Romains et des Wisigoths pour les empêcher de conquérir toute l'Europe.

Que pouvons-nous apprendre de tous ces glorieux combattants qui pourrait éventuellement nous servir dans notre propre combat survivaliste ?

- Il vaut mieux être légèrement armé et parfaitement compétent dans l'utilisation de ses armes que d'être encombré par un tas d'équipements qui pourraient juste nous ralentir [les Saxons].
- Un raid éclair exécuté à la perfection choquera, démoralisera et vaincra un adversaire qui n'y est pas préparé [Vikings].
- Entraînez-vous sans cesse et au maximum de vos compétences [Vikings].
- Les véhicules ont un avantage distinct par rapport à l'infanterie s'ils sont employés correctement [Britanniques].
- Trouvez un bon leader dont les objectifs illustrent ceux du groupe ; un leader doté de capacités, d'humilité et d'humanité, qui n'aura pas peur de donner l'exemple [Saxons, Vikings].
- La vitesse et le timing dans un engagement seront très difficiles à contrer par votre ennemi si vous les maîtrisez, et si vous savez les utiliser de manière imprévisible [Huns].
- La violence de l'action dans un combat l'emporte souvent, c'est-à-dire un engagement à 100 % mené avec vigueur. [Vikings, Huns]

Bien qu'apparemment désorganisés, ces peuples avaient une structure propre à leur société. Leurs différentes cultures ont beaucoup contribué à la mentalité et à la composition du monde actuel. Ils ont supplanté l'Empire romain par leur vigueur et leur ténacité. Les combattants que nous serons un jour peuvent apprendre beaucoup à travers leur sérieux, leur attitude austère, et leurs manières taciturnes.

Il y a de fortes chances pour que de telles qualités vous aient été transmises, à vous leurs descendants qui ne les connaîtrez peut-être jamais à moins de les étudier. Ils ont beaucoup à nous apprendre, pour peu que nous prêtions attention à ce qu'ils ont fait et à certains aspects de leur vie. Alors, haut les cornes à boire et faites un pas en arrière dans le temps pour étudier leur histoire ; celle de votre propre famille, dans de nombreux cas. Puis traduisez-là en outils pour demain, car ce sera bientôt notre histoire...



En tant qu'homme célibataire ou membre d'une famille ou d'un groupe, il est probable que vous aurez à vous battre une fois que les lumières se seront éteintes. Vous ne pourrez pas l'éviter et vous enterrer jusqu'à ce que la cavalerie déboule, parce que ça se passera tout près de chez vous, et qu'il n'y aura plus de cavalerie pour venir à votre secours.

Les tactiques de "Frappe et Fuite" (Hit and Run) qu'illustrent les opérations de guérilla correspondent bien à celles de **Quintus Fabius Maximus**, homme politique et militaire romain, lors de la première Guerre Punique entre Rome et Carthage : "Frappez une force numérique supérieure à l'endroit et au moment de votre choix, puis rompez le contact. Retournez dans la forêt, cachez-vous, et restez loin des combats avant le prochain engagement que vous aurez aussi choisi".

Leçons de l'armée romaine pour les opérations post-chaos

Vous déterminez l'ennemi, vous paramétrez, et vous frappez ! Faisons les choses pour lesquelles les Romains étaient célèbres, en utilisant leurs techniques ici et maintenant :

Choisissez le terrain - Vous choisissez l'endroit où vous allez engager l'ennemi. Parallèlement à cela, vous choisissez l'heure de la journée, la formation de l'attaque, l'objectif et les critères pour le retrait. C'est VOUS qui choisissez. En tant qu'individu seul, vous seriez sniper. En tant que groupe (selon votre nombre et votre composition), vous pourriez effectuer des opérations adaptées à votre taille. Choisir le terrain signifie aussi reconnaître activement l'ennemi et ne pas lui permettre de le choisir pour vous et de vous surprendre.

Préparez le terrain - Les Romains étaient passés maîtres dans cet art. Ils parcouraient la région à la recherche d'informations, et savaient où se trouvaient leurs ennemis, les actions que ces derniers avaient planifiées, et les voies d'approche. Ils coupaient du bois et créaient des obstacles au moyen de rondins entrelacés et de "barbelés" naturels sous forme d'épines et de

chardons, ainsi que des piques et piquets pour diminuer la cavalerie ennemie. Bien avant que William Wallace de "Braveheart" n'y ait jamais pensé, les légions romaines dispersaient des bottes de foin enduites de poix et d'huile là où les fantassins ennemis se déplaceraient, et lançaient des flèches enflammées au bon moment. Ils ont toujours pris les hauteurs lorsque c'était possible, et ont profité des caractéristiques naturelles du terrain (falaises, rivières, etc.) pour créer des limites qui les aideraient à canaliser les rangs ennemis.

Combattez toujours avec le soleil dans le dos - Les Romains se positionnaient et attaquaient de manière à toujours diriger le soleil dans les yeux de leurs ennemis. Je sais, je sais : l'ennemi a des "Ray-Bans", non ? Non, et cela a aussi marché contre le Vietcong. Un ennemi qui a le soleil en face est gravement désavantagé. Utilisez le soleil. Utilisez le terrain. Vivez au rythme de la terre et restez en vie !



Maîtrisez l'information - les "Speculatores" étaient des agents opérant en profondeur ; les forces spéciales et guerriers de reconnaissance de l'Empire romain. Vous avez besoin dans votre unité de combattants capables de pénétrer en profondeur les défenses de l'ennemi. Que ce soit en leur présence ou en les observant depuis un point proche, ou en opérant sur leur propre terrain à leur insu. Vous avez besoin d'une ou deux personnes capables de faire ce travail, et vous fournir les informations nécessaires pour prendre vos décisions.

Concluez des alliances - "L'ennemi de mon ennemi est mon ami"... Pas toujours, mais vous pouvez utiliser ces failles à votre avantage avec d'autres groupes avec lesquels votre ennemi est en désaccord. C'est ici que la diplomatie, le travail d'équipe et la perspicacité/le sens politique entrent en jeu. Ces compétences "sans combat" sont tout aussi importantes pour fixer votre ennemi que n'importe quelle autre mission que vous pourriez entreprendre pour le vaincre. Soyez habile à faire des alliances, et ne les faites pas uniquement dans un souci de socialisation.

Abreuvez de désinformation - Oui, les Romains étaient très habiles pour envoyer de faux messages ou distiller de fausses informations. Cela concernait leurs forces, leurs mouvements,

leurs approvisionnements et leurs renforts. Sun Tzu n'a pas été le seul à savoir comment monopoliser la désinformation, pas plus qu'il n'a été le premier à l'utiliser.

Attirez et empalez - L'Armée romaine disposait différentes choses devant des ennemis qui s'approchaient afin de les retarder et de les distraire, les rendant mûrs pour une attaque ou une embuscade. Vous pourriez agir de même avec votre ennemi et décimer ses rangs. Question rapide : combien d'entre vous ont des rations halal ou des boîtes de loukoums dans leurs stocks ? Parce que vous pourriez peut-être les utiliser pour attirer un genre particulier de personnes et les piéger, ou placer des tireurs en position de surveillance. Parce que vous aurez peut-être besoin de prisonniers, et quelle meilleure façon de les attirer qu'avec un carton contenant leurs mets de prédilection qu'ils penseraient être sûrs ?

La violence de l'action dans le contrôle - les Romains n'ont pas gagné la maîtrise de toute l'Europe et de la majeure partie du Moyen-Orient en organisant des parades et des cérémonies. C'était des tueurs entraînés et qualifiés qui avaient compris que ce qui rendrait l'Empire possible était la discipline et l'agressivité de chacun des légionnaires.

Une chaîne de commandement parfaite - Les forces armées modernes ont toutes une chaîne de commandement et un ordre de succession pour que quelqu'un puisse combler le poste vacant à tous les niveaux lorsqu'un chef "rejoint sa concession", pour ainsi dire. Vous devez permettre à chaque membre de votre équipe de prendre la place de son leader si nécessaire et de continuer la mission.



La discipline - A l'époque aussi, elle était la force des armées. La discipline englobe tous les domaines. Un combattant de guérilla, qu'il s'agisse de se battre contre des maraudeurs post-chaos d'une ville voisine, un gouvernement tyrannique et oppressif, ou un envahisseur étranger, se DOIT d'être discipliné. La résistance physique, le respect des procédures opérationnelles standard, une tête froide et des nerfs d'acier, l'endurance, et la capacité de maintenir tout cela pendant des années... Autant de choses sur lesquelles les Romains se sont concentrés et qu'ils ont transmises à leurs légions durant des siècles.

En conclusion, les tactiques des petites unités sont plus qu'une simple question de supériorité par les armes ou par le nombre. Elles sont basées sur le bon sens et le fait de savoir comment élaborer ses objectifs et déterminer un plan d'attaque. Vous allez être le "David" contre le Goliath et, loin de fuir la bataille, devrez choisir le lieu et le moment de votre engagement, ainsi que les conditions et les normes que vous définirez pour atteindre vos objectifs. Une telle planification n'est pas une garantie absolue de succès, mais elle vous donnera l'assurance de réaliser le meilleur de vous-même au cours de la bataille. Cela peut faire la différence entre le succès et l'échec, la vie ou la mort.

Dans cet ordre d'idées, je vous encourage vivement à étudier plus en détail les techniques de l'armée romaine et la guerre dans les temps anciens. La connaissance est là : cherchez-la et bâtissez votre avenir plutôt que de simplement lui permettre de vous arriver. Voilà tout le sens à donner à l'histoire léguée par nos ancêtres...

Publié par [Pierre Templar](#)